



**PRÉFET  
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Secrétariat général  
Direction de la Coordination des  
Politiques Publiques et de l'Appui Territorial**

**Arrêté préfectoral d'autorisation DCPAT-2026 n°226 du 05 MARS 2026**

**Société HERVE site de « Le Rocher » à Chenillé-Champteussé  
Exploitation d'une carrière et de ses installations de traitements des matériaux**

**Le Préfet de Maine-et-Loire,**

**VU** le Code de l'Environnement ;

**VU** le Code minier et les textes pris pour son application ;

**VU** le décret du président de la République du 2 décembre 2025 portant nomination de M. François PESNEAU, administrateur de l'État, en qualité de préfet de Maine-et-Loire ;

**VU** le décret du Président de la République du 28 janvier 2026 portant nomination de la M. Raymond YEDDOU, en qualité de secrétaire général de la préfecture de Maine-et-Loire, sous-préfet d'Angers ;

**VU** l'arrêté DRAJ/MICCSE n°2026-07 portant délégation de signature à M. Raymond YEDDOU, Secrétaire général de la préfecture ;

**VU** la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement fixée à l'article R. 511-9 du Code de l'environnement ;

**VU** la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités fixée à l'article R. 214-1 du Code de l'environnement ;

**VU** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié, relatif aux exploitations de carrières ;

**VU** le Schéma Régional des Carrières (SRC) de la région Pays-de-la-Loire adopté le 6 janvier 2021 ;

**VU** le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) 2022-2027 du bassin Loire-Bretagne approuvé par arrêté du 18 mars 2022 ;

**VU** le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) de La Mayenne, approuvé le 10 décembre 2014 ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 29 juin 2005 (D3-2005-n° 414), autorisant la société HERVE SAS à poursuivre et à étendre la carrière de roches massives qu'elle exploite au lieu-dit « Le Rocher » sur la commune de Chenillé-Changé pour porter son emprise globale à 22 ha 47 a 47 ca et sa production à 200 000 t/an (maximale de 300 000 t/an) sur une durée de 30 ans ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2010 (DIDD-2010-n° 625), autorisant la poursuite de l'exploitation de la carrière dans les conditions énoncées par l'arrêté du 29 juin 2005 en les complétant (ajout d'un convoyeur sous tunnel et actualisation des garanties financières) ;

**VU** le donner acte du préfet du 26 mars 2014 actant le bénéfice des droits acquis de la station de transit de produits minéraux visée par la rubrique 2517 de la nomenclature des installations classées sous le régime de l'enregistrement pour une surface de stockage de 26 500 m<sup>2</sup> ;

**VU** le donner acte du préfet du 20 janvier 2017 actant le bénéfice des droits acquis pour les rubriques 4734 et 1435 en remplacement des rubriques 1432 et 1434 de la nomenclature des installations classées sous le régime de la déclaration ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 8 juin 2020 (DIDD-2020-n° 109) complétant les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 29 juin 2005 (régularisation d'une parcelle et actualisation du phasage) ;

**VU** la demande d'autorisation environnementale présentée par la société HERVE le 3 septembre 2024, complétée le 8 juillet 2025, en vue de renouveler et d'étendre la carrière qu'elle exploite au lieu-dit « Le Rocher » sur la commune de Chenillé-Champteussé ;

**VU** les pièces du dossier jointes à la demande d'autorisation environnementale, notamment l'étude d'impact, l'étude des dangers et les plans annexés ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 5 août 2025 (DCPPAT-2025-n° 765) portant prolongation du délai de la phase d'examen de la demande d'autorisation environnementale présentée par la société SAS HERVE ;

**VU** les avis exprimés par les différents services et organismes consultés en application des articles R. 181-18 à R. 181-32 du Code de l'environnement ;

**VU** l'avis de la mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) des Pays-de-la-Loire (PDL-2024-8122/2025APPDL31) du 8 septembre 2025 et le mémoire en réponse du 26 septembre 2025 produit par le demandeur ;

**VU** la décision n° E25000189/49 du 5 septembre 2025 du président du tribunal administratif de NANTES, désignant Monsieur LEFEVRE en qualité de commissaire-enquêteur ;

**VU** l'arrêté préfectoral en date du 13 octobre 2025 (DCPAT/BPEF/2025 n° 934), ordonnant l'organisation d'une enquête publique du jeudi 13 novembre 2025 au jeudi 18 décembre 2025 inclus à la mairie de Chenillé-Champteussé concernant la demande de la société HERVE susvisé ;

**VU** les résultats de l'enquête publique et l'avis favorable du commissaire enquêteur du 8 janvier 2026 ;

**VU** les délibérations des conseils municipaux de Chenillé-Champteussé, Chenillé-Changé, Chambellay, La Jaille-Yvon, Les Hauts-d'Anjou et Segré-en-Anjou-Bleu ;

**VU** le rapport et les propositions de la directrice de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL), inspection des installations classées, du 25 février 2026 ;

**VU** le projet d'arrêté porté le 18 février 2026 à la connaissance du demandeur ;

**VU** l'avis favorable du demandeur sur ce projet transmis par courriel du 20 février 2026.

**CONSIDÉRANT** que le projet de la société HERVE relève de la procédure d'autorisation environnementale ;

**CONSIDÉRANT** que les dangers et inconvénients générés par la carrière et les autres installations pour les intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement, peuvent être prévenus par les prescriptions fixées dans le présent arrêté et par les dispositions mentionnées dans le dossier complété de demande d'autorisation d'exploiter ;

**CONSIDÉRANT** que la carrière exploite un gisement de grès pour la production de granulats pour des usages de constructions et de travaux publics ;

**CONSIDÉRANT** que le site « Le Rocher » est une source majeure d'approvisionnement pour la région inscrite au Schéma Régional des Carrières (SRC) ;

**CONSIDÉRANT** les difficultés de trouver un site où le gisement qui répond aux exigences de quantités et qualités requises ;

**CONSIDÉRANT** que les principaux secteurs à enjeux écologiques du site sont évités ;

**CONSIDÉRANT** qu'il n'y a pas de solution alternative satisfaisante pour le renouvellement de la carrière actuelle au regard des solutions alternatives étudiées ;

**CONSIDÉRANT** que les mesures, pour « éviter, réduire, accompagner et suivre » les impacts du projet sur les zones à sensibilités environnementales particulières, proposées dans le dossier de demande d'autorisation environnementale, sont reprises et complétées dans le présent arrêté ;

**CONSIDÉRANT** que les mesures imposées à l'exploitant tiennent compte des résultats des consultations menées en application des articles R. 181-18 à R. 181-32 du Code de l'environnement, de l'avis du commissaire enquêteur, des conseils municipaux, des services déconcentrés de l'État et des personnes qualifiées, consultés sur cette demande et sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

**CONSIDÉRANT** que la société HERVE dispose des capacités techniques et financières et que des garanties financières vont être constituées ;

**CONSIDÉRANT** que la remise en état des terrains de la carrière conduira à restituer des espaces avec des vocations agricoles, naturelles et un plan d'eau ;

**CONSIDÉRANT** que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies ;

**SUR** proposition du secrétaire général de la préfecture de Maine-et-Loire,

## **ARRÊTE**

## Titre 1 - Portée de l'autorisation et conditions générales

### Article 1.1 - Bénéficiaire et portée de l'autorisation

#### Article 1.1.1 - Titulaire de l'autorisation

La société HERVE, dont le siège social est situé route d'Ancenis à Juigné-des-Moutiers (44 220), est autorisée, sous réserve du respect des dispositions du présent arrêté, à poursuivre et à étendre, l'exploitation de la carrière de roches massives (grès triasique) et ses activités connexes, implantées au lieu-dit « Le Rocher » sur la commune de Chenillé-Champteussé (49 150).

Au sens de cet arrêté, la carrière comprend les excavations, les installations de traitements, les stockages des matériaux, les travaux de réaménagement coordonnés à l'avancement de l'exploitation, les engins, les ouvrages (bassins...) et les équipements (rotolue, pompes d'exhaures...) compris dans son périmètre.

#### Article 1.1.2 - Installations visées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Les installations et activités exploitées sur le site sont visées par les rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement :

Rub	Libellés des rubriques et seuils de classement	Natures et volumes des activités exercées	Régime (*)
2510-1	<b>Exploitation de carrière ou autre extraction de matériaux</b> Exploitation de carrières	Superficie <b>266 622 m<sup>2</sup></b> Production moyenne <b>150 000 t/an</b> Production maximale <b>200 000 t/an</b> Gisement à extraire <b>1,7 Mm<sup>3</sup></b> <b>(4,66 Mt)</b>	<b>A</b>
2515-1a)	<b>Broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes</b> Installations de broyage, concassage, criblage [...], en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation [...] La puissance maximale de l'ensemble des machines fixes [...], étant supérieure à 200 kW	<b>850 kW</b>	<b>E</b>
2517-1	Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que [...] <b>La superficie de l'aire de transit étant supérieure à 10 000 m<sup>2</sup></b>	<b>30 000 m<sup>2</sup></b>	<b>E</b>
1435-2	<b>Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules</b> Le volume annuel de carburant liquide distribué étant supérieur à 100 m <sup>3</sup> d'essence ou 500 m <sup>3</sup> au total, mais inférieur ou égal à 20 000 m <sup>3</sup>	Volume annuel distribué GNR 85 m <sup>3</sup> Gasoil 53 m <sup>3</sup> <b>total 138 m<sup>3</sup></b>	<b>DC</b>

(\*) A (autorisation), E (Enregistrement), DC ou D (déclaration)

### Article 1.1.3 - Installations visées par une rubrique de la nomenclature des Installations, Ouvrages, Travaux et Aménagements (IOTA)

Les installations et activités exploitées sur le site sont visées par les rubriques suivantes de la nomenclature IOTA :

Rubriques	Libellés des rubriques et seuils de classement	Natures et volumes des activités exercées	Régime (*)
<b>1.1.2.0-2)</b>	<b>Prélèvements permanents ou temporaires issus d'un forage, puits ou ouvrage souterrain dans un système aquifère</b> , à l'exclusion de [...] Le volume total prélevé étant supérieur à 10 000 m <sup>3</sup> /an et inférieur à 200 000 m <sup>3</sup> /an	Pompage d'exhaure de fond de fouille au débit de <b>50 000 m<sup>3</sup>/an</b>	<b>D</b>
<b>2.1.5.0-1)</b>	<b>Rejet d'eaux pluviales</b> dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant supérieure ou égale à 20 hectares	Surface future exploitée 22,3 ha Surface en extension 4,3 ha <b>Total 26,6 ha</b>	<b>A</b>
<b>3.2.3.0-1)</b>	<b>Plans d'eau, permanents ou non</b> Dont la superficie est supérieure ou égale à 3 ha	<b>Plan d'eau résiduel dans le cadre de la remise en état</b> Surface de <b>7,6 ha</b> (haut fond compris)	<b>A</b>

(\*) A (autorisation) ou D (déclaration)

## Article 1.2 - Nature des installations

### Article 1.2.1 - Emprise de la carrière et de ses installations connexes

L'autorisation porte exclusivement sur les parcelles listées ci-après qui relèvent du plan cadastral de la commune de Chenillé-Champteussé :

Zonage		Références des parcelles	Commune - Section	Superficies
<b>Périmètre autorisé en renouvellement</b>	<b>Secteur Ouest</b>	31, 32, 35, 37, 38, 39 et 530pp	Chenillé-Champteussé A 95	<b>223 352 m<sup>2</sup></b>
	<b>Secteur Est</b>	41, 42pp, 43pp, 44, 45, 46, 47, 49, 108pp, 464pp, 509, 510, 513, 518pp, 682pp, 685, 690pp, 704 et 705		
<b>Périmètre autorisé en extension</b>		43pp, 107pp, 108pp, 109 et 619pp		<b>43 270 m<sup>2</sup></b>
<b>dont superficie exploitable</b>		Surfaces dédiées aux extractions		<b>≈ 6 ha</b>

Ainsi, le périmètre d'exploitation autorisé de la carrière augmente d'environ 4,3 ha pour atteindre une superficie totale d'environ 26,6 ha. La situation géographique des installations est présentée en **Annexe 1** et le périmètre de l'autorisation en **Annexe 2** (parcellaire).

### Article 1.2.2 - Durée de l'autorisation

L'autorisation d'exploiter la carrière de grès triasique est accordée pour une durée de **26 ans**, organisée en 5 phases quinquennales incluant la remise en état du site.

L'exploitation ne peut être poursuivie au-delà de cette durée que si une nouvelle autorisation est accordée. La demande est adressée au préfet au moins 6 mois avant la date d'expiration de la présente autorisation.

L'autorisation cesse de produire effet si l'extension n'a pas été mise en service dans un délai de trois ans ou si la carrière n'est plus exploitée durant trois années consécutives, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée.

### Article 1.2.3 - Limites de l'autorisation

La carrière « Le Rocher » est dédiée à l'extraction de **grès triasique**.

Sa production moyenne est de **150 000 t/an** (produits finis extraits sortis) pouvant atteindre un maximum de **200 000 t/an** au cours de la phase engagée, pour un gisement total disponible de près de **1,7 Mm<sup>3</sup>** de matériaux commercialisables représentant près de **4,7 Mt** de matériaux à extraire.

L'exploitation du gisement est conduite à sec, à ciel ouvert, par gradins, par abattages à l'explosif du massif rocheux sur une puissance de **84 m**, soit 6 à 8 fronts de 10 à 15 m. La côte finale du carreau est de **- 14 m NGF**.

La capacité totale des extractions de chaque phase quinquennale reste la capacité moyenne annuelle autorisée pendant la durée de la phase. Son dépassement, dans la limite de la capacité maximale précisée, reste temporaire et lié à des niveaux d'activités exceptionnels.

Le site présente la particularité d'être scindé en 2 parties distinctes par la route RD 78 :

- **A l'Ouest**, l'ancienne excavation accueille les installations de traitements secondaires et tertiaires alimentées par un convoyeur qui assure la liaison avec les installations primaires en traversant la RD 78 sous un tunnel, une unité de mélange de matériaux GNTb, quelques stockages de matériaux, un atelier de maintenance courante, des stockages d'huiles neuves en fûts de 220 l et une cuve d'huiles usagées de 10 m<sup>3</sup>, un portique d'aspersion des chargements quittant le site et une unité de lavage des roues des camions ;
- **A l'Est**, la surface est occupée par la fosse d'extractions et les installations primaires (concassage-criblage), un pont bascule, des stocks, une station-service de ravitaillement des engins en carburant avec sa cuve compartimentée associée (25 m<sup>3</sup> GNR et 15 m<sup>3</sup> gasoil) et sa cuve d'AdBlue (2,5 m<sup>3</sup>) raccordées à un séparateur d'hydrocarbures ainsi que des bureaux d'accueil, un parking et les stocks de matériaux par classes granulométriques.

### Article 1.3 - Garanties financières

Les garanties financières s'appliquent aux activités **d'extraction des matériaux** (rubrique 2510) de manière à permettre, en cas de défaillance de l'exploitant, de prendre en charge les frais occasionnés par les travaux de remise en état. Elles n'ont pas vocation à indemniser les tiers qui auraient été victimes des activités de la carrière.

Elles font l'objet d'un contrat écrit avec un établissement de crédit ou une entreprise d'assurances dont les montants sont calculés en euros TTC, en référence à l'indice TP 01 du mois d'**avril 2025** égal à **131,4** tenant compte d'une TVA de 20 %.

La durée de l'autorisation est divisée en **5 périodes** quinquennales présentées en **Annexe 3** correspondant aux phases d'exploitation dont les montants s'établissent comme suit :

Périodes quinquennales	Phase 1	Phase 2	Phase 3	Phase 4	Phase 5
Phases concernées	1 à 5 ans	6 à 10 ans	11 à 15 ans	16 à 20 ans	21 à 25 ans
Montant en euros TTC	533 074 €	562 608 €	566 301 €	555 484 €	538 871 €

Les garanties financières sont constituées dès la notification du présent arrêté. Leurs montants sont actualisés, a minima, tous les 5 ans ou à l'occasion de modifications de conditions d'exploitation ou de changements intervenus dans les modalités de leur constitution. Les justificatifs correspondants sont adressés au préfet. Les modalités de leur application sont fixées par les textes de portée générale mentionnés à l'article 1.5 ci-après.

## **Article 1.4 - Conditions générales de l'autorisation**

### **Article 1.4.1 - Conformité au dossier de demande d'autorisation et respect des engagements**

La carrière est aménagée et exploitée conformément aux plans, données techniques et engagements pris au cours de l'instruction de la demande d'autorisation environnementale et des modifications qui ont fait l'objet d'une suite favorable écrite du préfet, sauf en ce qu'ils auraient de contraire aux prescriptions de cet arrêté, d'arrêtés complémentaires et d'autres réglementations.

L'exploitation respecte le rythme d'avancement et les volumes prévisionnels à extraire prévus par le plan de phasage, en particulier la remise en état coordonnée à l'avancement des extractions.

### **Article 1.4.2 - Modifications du périmètre de l'autorisation**

Toute modification, renouvellement ou prolongation apportée par le demandeur aux conditions d'exploitation ou de remise en état de la carrière ou à ses voisinages, de nature à entraîner un changement substantiel ou notable du dossier de demande d'autorisation environnementale ou de ses incidences, est portée avant sa réalisation, à la connaissance du préfet avec tous les éléments nécessaires à son appréciation.

Il en est de même pour les dangers et/ou nuisances non susceptibles d'être prévenus par les prescriptions de cet arrêté. Les études d'impact et/ou de dangers sont actualisées à ces occasions.

### **Article 1.4.3 - Changement d'exploitant et transfert d'installations**

Le changement d'exploitant de la carrière est soumis à l'autorisation préalable du préfet et tout transfert d'installations sur un autre emplacement nécessite une nouvelle demande d'autorisation, d'enregistrement ou déclaration, le cas échéant.

### **Article 1.4.4 - Modernisation de l'établissement**

Les équipements mis à l'arrêt ne sont pas maintenus sur le site. Toutefois, lorsque leur démantèlement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdisent leur réutilisation et garantissent leur mise en sécurité et la prévention des accidents (vidange des fluides dangereux, suppression des risques induits...).

Pour les installations présentant des risques de pollution des sols ou des eaux souterraines, l'exploitant établit un historique documentaire de leur exploitation et de la zone géographique concernée et, si nécessaire, procède à une recherche des polluants susceptibles d'avoir été disséminés pendant leur fonctionnement.

### **Article 1.4.5 - Cessation d'activité**

Sans préjudice des mesures de l'article R. 512-74 du Code de l'environnement, pour l'application des articles R. 512-39-1 à R. 512-39-5, les usages à prendre en compte sont :

- À l'Ouest de la RD 78, une revégétalisation naturelle qui intégrera des haies et des zones végétalisées qui seront conservées ;
- À l'Est de la RD 78, la fosse d'extractions, un retour à des fonctionnalités écologiques pour le développement d'habitats pour les écosystèmes avec un plan d'eau et la création de zones favorables à des espèces aquatiques et une reprise naturelle de la végétation sur ses pourtours ;
- Au Nord et à l'Est de la RD 78, un aménagement des plateformes de stockage de façon à favoriser une restitution à l'agriculture.

Le plan de principe de la remise en état de la carrière est présenté en **Annexe 4** de cet arrêté.

Au moins 6 mois avant la mise à l'arrêt définitif de la carrière ou de l'expiration de l'autorisation accordée, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt. Ce délai de prévenance est ramené à 3 mois pour les autres installations classées autorisées ou enregistrées et à 1 mois pour les installations classées déclarées.

Pour les installations classées relevant du régime de l'autorisation ou de l'enregistrement, la notification satisfait respectivement aux dispositions des articles R. 512-39-1 et R. 512-66-1 et suivants du Code de l'Environnement.

En cas d'abandon de parcelles ou de mise à l'arrêt d'une partie des installations, l'exploitant procède à une cessation partielle d'activité dans les mêmes formes.

L'exploitant place le site ou les parcelles abandonnées dans un état tel qu'ils ne portent pas atteinte aux intérêts protégés par le Code de l'environnement et qu'ils permettent l'usage futur dans les conditions prévues par la remise en état ou la restitution partielle de terrains.

Les conditions de mise en sécurité et de réaménagement sont détaillées au **Titre 7** de cet arrêté.

## **Article 1.5 - Législations et réglementations applicables**

### **Article 1.5.1 - Prise en compte des actes antérieurs**

Sans abroger les actes antérieurs qui fondent les autorisations administratives des activités régulièrement mises en service, les dispositions du présent arrêté se substituent aux prescriptions techniques des actes suivants :

- l'arrêté préfectoral n° D3-2005 n° 414 du 29 juin 2005, autorisant la société HERVE SAS à poursuivre et étendre la carrière de roches massives qu'elle exploite au lieu-dit « Le Rocher » sur la commune de Chenillé-Changé pour porter son emprise globale à 22 ha 47 a 47 ca ;
- l'arrêté préfectoral n° DIDD-2010 n° 625 du 27 décembre 2010 autorisant la poursuite de l'exploitation de la carrière dans les conditions énoncées par l'arrêté du 29 juin 2005 en les complétant (ajout d'un convoyeur sous tunnel et actualisation des garanties financières) ;
- le donner acte du préfet du 26 mars 2014 actant le bénéfice des droits acquis de la station de transit de produits minéraux visée par la rubrique 2517 de la nomenclature des installations classées sous le régime de l'enregistrement pour une surface de stockage de 26 500 m<sup>2</sup> ;
- le donner acte du préfet du 20 janvier 2017 actant le bénéfice des droits acquis pour les rubriques 4734 et 1435 en remplacement des rubriques 1432 et 1434 de la nomenclature des installations classées sous le régime de la déclaration ;
- l'arrêté préfectoral du 8 juin 2020 complétant les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 29 juin 2005 (régularisation d'une parcelle et actualisation du phasage).

### **Article 1.5.2 - Prise en compte des installations soumises à enregistrement, déclaration ou non classées**

Les prescriptions de cet arrêté s'appliquent également aux autres activités, installations et ouvrages présents dans le périmètre d'exploitation autorisé qui, mentionnés ou non à la nomenclature des installations classées, sont de nature à modifier les incidences de la carrière.

Les installations qui relèvent du régime de la déclaration ne sont pas soumises à l'obligation de vérification périodique prévue pour les rubriques DC (déclaration avec contrôle).

L'exploitation des installations enregistrées ou déclarées respectent leurs Arrêtés Ministériels de Prescriptions Générales (AMPG) respectifs qui ne font l'objet d'aucun aménagement de leurs prescriptions, sauf en ce qu'ils auraient de contraire aux prescriptions de cet arrêté :



Dates	Références des principaux textes généraux applicables
26/11/12	Arrêté relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de <b>l'enregistrement</b> au titre de la rubrique n° <b>2515</b> de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, y compris lorsqu'elles relèvent également de l'une ou plusieurs de rubriques n° 2516 ou 2517
15/04/10	Arrêté relatif aux prescriptions générales applicables aux stations-service soumises à <b>déclaration</b> sous la rubrique n° <b>1435</b> de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

### Article 1.5.3 - Textes généraux applicables

Outre les dispositions du Code de l'environnement, les prescriptions des textes suivants s'appliquent au site pour les parties qui le concernent (*liste non exhaustive*).

Dates	Références des principaux textes généraux applicables
23/07/86	Règles techniques annexées à la circulaire n° 86-23, relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement (hors tirs de mines)
22/09/94	Arrêté relatif aux exploitations de carrières
23/01/97	Arrêté relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement
11/09/03	Arrêté portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondages, forages, créations de puits ou d'ouvrages souterrains soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du Code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié
09/02/04	Arrêté relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées
31/01/08	Arrêté relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et des déchets (GEREP)
19/04/10	Arrêté relatif à la gestion des déchets des industries extractives
04/10/10	Arrêté relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations soumises à autorisation (modifié)
22/08/11	Circulaire relative à la définition des déchets inertes pour l'industrie des carrières, au sens de l'arrêté du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières
31/07/12	Arrêté relatif aux modalités de constitution des garanties financières prévues par l'article R. 516-1 et suivants du CE
26/06/23	Arrêté portant modalités d'agrément des laboratoires effectuant des analyses dans le domaine de l'eau et des milieux aquatiques au titre du Code de l'environnement
30/06/23	Arrêté relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des IC

### Article 1.5.4 - Respect des autres législations et réglementations

Les prescriptions de cet arrêté sont prises sans préjudice des autres législations et réglementations applicables, ne leur fait pas obstacle ou ne s'oppose pas aux mesures prises en leur application, notamment le Code minier, le Code de la défense, le Code de l'urbanisme, le Code du travail dont le Règlement Général des Industries Extractives (RGIE), le Code de la Santé Publique, le Code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les Equipements Sous Pression (ESP), ou des documents opposables tels les schémas, plans... d'orientation et de planification approuvés.

La présente autorisation n'a d'effet que dans les limites des droits d'extraction dont bénéficie le titulaire, est accordée sous réserve du droit des tiers et ne vaut pas permis de construire.

---

## **Titre 2 - Gestion de l'établissement**

---

### **Article 2.1 - Conception et aménagements de la carrière**

La carrière est aménagée et exploitée de manière à préserver les intérêts visés par le Code de l'environnement, notamment en poursuivant des objectifs suivants :

- la préservation de la sécurité du public et des personnels ainsi que la tranquillité des riverains et la salubrité des lieux ;
- l'économie des ressources naturelles, notamment par le recyclage et la valorisation ;
- la limitation des émissions (eaux, sols, air, déchets, bruits, vibrations...), y compris diffuses ;
- la préservation des intérêts environnementaux dont :
  - la qualité et la circulation des eaux superficielles et souterraines,
  - la biodiversité par la mise en œuvre de la séquence « Eviter – Réduire – Compenser – Aménager – Suivre » dites ERCAS,
  - les patrimoines (sites naturels, monuments historiques et archéologiques...) ;
- le respect des éventuelles servitudes.

La poursuite de ces objectifs prend en compte les effets sur la santé, la sensibilité des milieux environnants ainsi que les limites techniques et l'acceptabilité économique des moyens déployés.

Tout rejet ou émission non prévu par le présent arrêté ou non conforme à ses dispositions est interdit. La dilution ne constitue pas un mode de traitement.

### **Article 2.2 - Efficacité énergétique**

L'exploitant optimise l'utilisation des énergies et limite les émissions de gaz à effets de serre (GES) de chaque poste de consommation (transports internes et externes, durées de fonctionnement des installations, choix des conditions de conduite...). La recherche de la performance énergétique devient un critère prépondérant de décision lors des renouvellements de matériels. Le suivi des consommations d'énergies est **annuel**.

L'exploitant entretient un bilan carbone qu'il présente au travers de ratios spécifiques de production d'émissions de GES et de consommation d'énergies rapportés à la tonne de matériaux commercialisés. Ce bilan distingue les matériaux extraits de ceux en transit. Ce suivi fait l'objet d'un plan d'amélioration continu de l'exploitation de la carrière. Le bilan carbone est mis à jour tous les **5 ans**.

### **Article 2.3 - Personne compétente**

Au moins une personne compétente, nommément désignée par l'exploitant, assure l'exploitation et la surveillance de la carrière. Elle est formée à sa conduite, à la maîtrise des risques et des nuisances que son exploitation induit ainsi qu'à la mise en œuvre des moyens d'intervention associés.

## **Article 2.4 - Accidents et incidents**

L'exploitant déclare dans les meilleurs délais au préfet et à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait de l'exploitation de la carrière qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts protégés par le Code de l'environnement.

Le rapport d'accident ou, sur demande, le rapport d'incident, précise les circonstances et les causes de l'événement, les effets sur les personnes et l'environnement ainsi que les mesures prises ou envisagées pour pallier ou évaluer les effets à moyens et longs termes et éviter qu'un événement tel ne se reproduise. Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

## **Article 2.5 - Surveillance des émissions et des incidences**

### **Article 2.5.1 - Surveillance**

L'exploitant met en œuvre un programme de surveillance de ses émissions et des conséquences de son exploitation, adapté au suivi de ses incidences et de leurs effets (émissions de toutes natures, évolution de la biodiversité, stabilité des terrains, incidences sur les milieux...). Les plans de surveillance associés (poussières, bruits, eaux, vibrations...) sont périodiquement réévalués et actualisés pour tenir compte des évolutions de l'exploitation, de son environnement et des obligations réglementaires. En particulier, les modalités de prélèvement et d'analyses comme la cartographie des points de mesures peuvent évoluer avec l'avancement du chantier et l'apparition de circonstances particulières. L'exploitant justifie les modifications de son plan de contrôles.

Les prélèvements et les mesures sont réalisés, par des personnes compétentes dans des conditions représentatives de l'activité de la carrière. Ils sont conformes aux modalités d'analyses prescrites par la réglementation et les normes en vigueur de façon à assurer la justesse et la traçabilité des résultats, ou à défaut, à l'état de l'art au moment de leur exécution. Des méthodes de terrains peuvent être utilisées si elles sont régulièrement corrélées aux référentiels précités. La réalisation du programme de surveillance doit permettre un accès rapide aux résultats pour déployer dans les meilleurs délais les actions correctives correspondantes.

Indépendamment des contrôles explicitement prévus, l'inspection des installations classées peut demander à tout moment la réalisation, inopinée ou non, de contrôles, prélèvements et analyses aux points d'émissions ou dans l'environnement afin de vérifier le respect des dispositions prescrites.

### **Article 2.5.2 - Suivi, analyse et interprétation des résultats des surveillances**

L'exploitant commente, analyse et interprète les résultats de son suivi (en particulier les causes et l'ampleur des écarts), les modifications éventuelles du programme de surveillance, les actions correctives ainsi que leur efficacité qu'il présente dans le rapport annuel d'activités.

En cas de dépassements des valeurs prescrites, l'exploitant engage sans délai les actions correctives nécessaires à la résorption des écarts. A l'issue de ces épisodes, un contrôle atteste du retour à une situation satisfaisante. La gestion de ces dépassements fait l'objet de retours d'expériences également présentés dans le rapport annuel d'activités.

### **Article 2.5.3 - Conservation des résultats des surveillances**

Les enregistrements, comptes rendus de contrôles et registres, peuvent être informatisés si des dispositions sont prises pour les sauvegarder. Ils sont conservés pendant toute la durée de l'autorisation d'exploiter.

## Article 2.6 - Plans d'exploitation

Chaque année, l'exploitant met à jour un ou plusieurs plans orientés, d'échelles adaptées à la superficie du site et lisibles qui indiquent explicitement :

- les dates des levés ;
- le périmètre sur lequel portent les droits d'exploiter et ses abords dans un rayon de 50 m ainsi que celui des extractions ;
- l'emplacement des bornes (y compris celle de nivellement) ;
- les bords de fouilles (avancement), parois, fronts d'excavation et de remblayage ;
- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ainsi que les niveaux d'exploitation définis en m NGF, faisant apparaître les cotes de fond de fouille, de remblayage ainsi que les sommets des stocks de matériaux et de déchets ;
- les zones en cours d'exploitation et les futures zones à exploiter ;
- les zones exploitées, remise en état, en cours de réaménagement et les zones restituées avec la nature de leur réaménagement ;
- les zones de stockage des matériaux et les remblais ;
- les éventuels secteurs en eau et les zones particulières de préservation (zones humides, biodiversité...) ;
- la localisation des installations (traitement, bassins, aires de ravitaillement...), les stocks de matériaux et de déchets, les pistes, les clôtures et les accès ;
- les puits, cours d'eau, fossés, réseaux, voies ou chemins publics limitrophes.

## Article 2.7 - Comptes-rendus

### Article 2.7.1 - Justifications des prescriptions

L'exploitant est en permanence en mesure de justifier du respect des dispositions du présent arrêté. Les justificatifs du suivi des incidences environnementales ainsi que les rapports de vérification attestant de la conformité des installations et des équipements sont tracés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

### Article 2.7.2 - Rapport annuel d'activités

Tous les **31 mars**, l'exploitant adresse, à l'inspection des installations classées, une synthèse commentée relative à l'exploitation de la carrière au cours de l'année précédente dans laquelle figurent, a minima, les résultats interprétés de la surveillance environnementale (bruits, air, eaux superficielles et souterraines, sols, sous-sols, poussières, vibrations, compte-rendu de suivi des mesures environnementales...), l'état d'avancement du réaménagement, le bilan d'activités, le retour d'expérience (REX) des incidents... La capitalisation des résultats année après année permet de tracer les tendances.

Cette communication est annuelle sauf en cas de dépassements importants des valeurs prescrites ou d'éléments appelant une information immédiate du préfet. Elle est également adressée au maire de Chenillé-Champeussé et présentée en CLCS.

### Article 2.7.3 - Enquête annuelle

L'exploitant renseigne les informations demandées sur le site internet de télédéclaration du ministre en charge des installations classées prévus par l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008, relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets (GEREP). Un défaut de renseignement est interprété comme une absence d'exploitation.

#### **Article 2.7.4 - Mise en application de l'arrêté**

Dans un délai de **12 mois** suivant sa notification, l'exploitant procède au récolement des dispositions de cet arrêté. Pour chaque prescription, ce bilan justifie la pertinence et le dimensionnement des mesures techniques et organisationnelles retenues pour les respecter. Si certains travaux ne sont pas achevés ou si des écarts apparaissent, l'exploitant précise les délais de leur réalisation ou de leur résorption effective.

#### **Article 2.7.5 - Comité Local de Concertation et de suivi (CLCS)**

L'exploitant met en place un Comité Local de Concertation et de Suivi (CLCS) dit « Comité de suivi » de la carrière qu'il réunit régulièrement selon une fréquence minimale annuelle au cours duquel il présente son bilan d'exploitation de l'année écoulée ainsi que la synthèse de la surveillance des émissions et des incidences sur l'environnement.

A l'issue de cette réunion, un compte-rendu est adressé aux membres de la CLCS, à la municipalité et à l'inspection des installations classées. En cas de circonstances particulières, des réunions supplémentaires peuvent être organisées. **En particulier, une réunion de la CLCS sera organisée dès la première année de l'autorisation, après la découverte et environ 3 mois après le début de l'extraction de grès.**

L'exploitant s'assure de la bonne information des membres de la CLCS et du conseil municipal sur la tenue des dates de réunions ainsi que la transmission des comptes-rendus et des présentations.

Ce comité comprend a minima le Maire de Chenillé-Champteussé, des représentants d'associations de protection de l'environnement représentatives et des riverains de la carrière. Ce collège peut être complété par les représentants des municipalités comprises dans le rayon d'affichage ainsi que de tout autre personne qualifiée, acceptée par l'exploitant, susceptible d'éclairer les échanges.

---

### **Titre 3 - Patrimoine – Paysage – Milieux naturels**

---

#### **Article 3.1 - Patrimoine archéologique**

En cas de découverte fortuite de vestiges archéologiques, l'exploitant informe sans délai le préfet, le maire, la Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC) et l'Institut National de Recherches Archéologiques Préventives (INRAP). Les vestiges sont protégés et conservés sur place jusqu'à leur prise en charge par les agents de la DRAC.

#### **Article 3.2 - Intégration dans le paysage et propreté du site**

Le site et ses abords sont entretenus et maintenus propres.

Les aménagements paysagers déjà réalisés ou prescrits sont conservés et entretenus jusqu'au terme de l'autorisation d'exploiter.

Les dispositions particulières suivantes sont prises pour intégrer la carrière dans le paysage :

- les surfaces en dérangement (décapées, en exploitation, en cours de remise en état) sont réduites au maximum tout en assurant la bonne valorisation du gisement ;
- l'emprise des travaux est limitée par une progression des extractions phase par phase de l'exploitation et le réaménagement coordonné des terrains ;

- les éléments d'intégration paysagère existants, notamment ceux situés dans la zone de garde (10 m à partir de la limite de propriété) ainsi que les haies et boisements situés hors zones d'extractions, sont conservés et entretenus ;
- la végétalisation des surfaces est réalisée où cela est possible ;
- les terres végétales (sans mélange ni compaction) ainsi que les stériles non directement utilisés pour le réaménagement à l'avancement sont mis en dépôts. Ces derniers sont stabilisés et protégés des vents dominants et positionnés de façon à limiter leur perception depuis l'extérieur. Leur hauteur est limitée à 4 m.

Le site et ses abords, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont entretenus et maintenus propres.

### **Article 3.3 - Protection des intérêts écologiques**

#### **Article 3.3.1 - Mesures d'évitement**

Sur les terrains anciennement exploités encore situés dans le périmètre autorisé de la carrière, l'exploitant maintient les populations d'espèces protégées ou à fort enjeu et leurs habitats, identifiés en Annexe 6.1 et Annexe 6.2 de cet arrêté, à l'écart de toute activité (extractions, stockages, connexes...). Aucune activité pouvant dégrader ces milieux n'est réalisée pendant toute la période d'exploitation de la carrière.

Ces habitats naturels ou favorables concernent en particulier :

- les haies et bosquets (estimés à 3,6 ha) représentant la quasi-totalité de la surface boisée du site ainsi que les friches d'environ (estimées à 3,75 ha) ;
- la totalité des fronts rocheux Sud (Lézard des murailles) ;
- le secteur du front rocheux Sud qui accueillent le Faucon pèlerin.

Le bassin du secteur Ouest, encore utilisé pour alimenter les équipements de rabattement des poussières et pour traiter les eaux chargées de fines (décantation), est entretenu (curage...) en dehors des périodes de reproduction des Grenouilles vertes.

#### **Article 3.3.2 - Mesures de réduction**

##### **Article 3.3.2.1 - Adaptation du défrichement aux cycles biologiques des espèces**

Les travaux préparatoires aux extractions, dont le décapage des sols et la suppression de 390 ml de haies, bosquets et friches arbustives, sont effectués par tranches successives de surfaces équivalentes au cours des 4 premières phases quinquennales de l'autorisation d'exploiter.

Ces travaux sont réalisés hors des périodes de nidification de l'avifaune, de reproduction et d'hibernation des reptiles et des amphibiens et d'activités des chiroptères. Ainsi, les opérations d'arasement de la végétation devront être réalisées entre octobre et novembre en période diurne.

##### **Article 3.3.2.2 - Optimisation de l'éclairage**

Les travaux nocturnes sont limités au strict minimum nécessaire et les sources lumineuses sont éteintes dès l'achèvement des travaux.

##### **Article 3.3.2.3 - Création de merlons paysagers**

Afin de développer la biodiversité, un merlon paysager d'intégration de la carrière est construit dans le prolongement des merlons existants sur la périphérie de l'extension (670 ml), en protection des hameaux de « La Chênoterie » et de « Chanteloup ».

L'exploitant s'assure que cette création, d'une hauteur de 4 m, soit construite dès l'obtention des droits d'exploiter l'extension et colonisée par une végétalisation naturelle constituée d'espèces locales installée **10 ans** avant l'arrachage des haies existantes.

Ces friches sont entretenues périodiquement pour éviter la fermeture du milieu.

### **Article 3.3.3 - Mesures d'accompagnement**

#### **Article 3.3.3.1 - Suivi écologique des mesures environnementales**

Un suivi écologique des mesures environnementales et de la conservation de l'existant est mis en place afin de vérifier la bonne application des mesures retenues notamment la création de friches et la préservation des habitats. Il a également pour objectifs de suivre la richesse écologique, de certifier de l'absence de perte nette de biodiversité et d'évaluer l'efficacité des mesures environnementales dans le périmètre de la carrière.

Ce suivi s'appuie sur le passage d'un expert écologue pendant les périodes d'observation des taxons des espèces recensées.

Le premier suivi est réalisé l'année suivant la notification de cet arrêté dans l'objectif de définir la méthodologie à décliner pendant toute la durée du suivi (protocole reproductible permettant la comparaison des résultats des passages).

En ce sens et au regard des enjeux écologiques présents sur le site, ce suivi sera réalisé à N+1, puis à N+3, N+6, N+10, N+15, N+20 et N+25.

L'exploitant organise régulièrement des sensibilisations du personnel intervenant dans la carrière.

#### **Article 3.3.3.2 - Lutte contre les espèces invasives**

Les Espèces Exotiques Envahissantes (EEE), en particulier la Buddleia de David, dont la présence a été constatée sur une partie du périmètre de la carrière, font l'objet de campagnes périodiques d'éradication et les terrains concernés d'une surveillance régulière confirmant l'efficacité des travaux menés.

Leur traitement est réalisé avec des méthodes adaptées à leur mode de reproduction pendant la période entre septembre et décembre. L'usage d'herbicides pour maîtriser sa dissémination est interdit. Les zones où la présence d'EEE est avérée sont balisées. La terre en provenance de ces zones contaminées n'est pas mélangée avec d'autres terres ni transférée.

Le suivi de ce traitement est couplé avec celui au suivi écologique des mesures environnementales selon le même rythme.

#### **Article 3.3.3.3 - Suivi spécifique du Faucon pèlerin**

Un suivi spécifique du Faucon pèlerin est effectué afin de s'assurer de l'absence d'impact des tirs de mines sur la nidification de l'espèce. Il s'appuie sur 4 passages annuels d'un expert naturaliste pendant la période de reproduction, entre mars et juin, donne lieu à un constat d'application des mesures prescrites, rend compte des difficultés éventuelles rencontrées et recommande les mesures correctrices à mettre en place, le cas échéant.

### **Article 3.3.4 - Compte-rendu de suivis des mesures environnementales**

L'exploitant établit un compte-rendu annuel de suivi de l'ensemble des mesures écologiques mises en place et de conservation de l'existant qu'il joint au rapport annuel d'activités de la carrière.

---

## **Titre 4 - Aménagements et conduite de l'exploitation**

---

### **Article 4.1 - Travaux préliminaires**

#### **Article 4.1.1 - Signalétique – Information du public**

Sur chaque voie d'accès à la carrière, l'exploitant appose des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, les références de son autorisation, la nature des activités ainsi que l'adresse de la mairie où l'arrêté préfectoral d'autorisation et le plan de remise en état peuvent être consultés.

L'exploitant implante également des panneaux explicites et lisibles d'interdiction d'accès du public et de signalement des dangers répertoriés dans la carrière aux endroits appropriés (limites de propriété et abords des zones dangereuses).

Ces panneaux, comme l'ensemble des signalétiques du site, sont construits en matériaux résistants aux intempéries et leurs inscriptions sont inaltérables.

#### **Article 4.1.2 - Bornage**

L'exploitant procède au bornage (au sens de l'article 646 du Code civil) du périmètre de son autorisation. Au besoin, un piquetage matérialise la zone d'extraction et les distances de recul. Une borne de nivellement constituant le repère altimétrique de référence permet d'apprécier le niveau du fond de fouille. Sa côte est évaluée.

Ces repères sont conservés et maintenus repérables pendant toute la durée d'exploitation des secteurs concernés, jusqu'à leur remise en état.

#### **Article 4.1.3 - Eaux de ruissellement extérieures**

Si nécessaire, des aménagements sont réalisés pour que les eaux pluviales des terrains situés en dehors des zones d'extraction et de stockage des matériaux ne s'écoulent pas vers l'intérieur de ces zones et que les eaux météoriques soient traitées et contrôlées avant d'être évacuées. Au besoin, un réseau de dérivation des eaux pluviales est mis en place en périphérie de la carrière.

#### **Article 4.1.4 - Réseau de surveillance des eaux souterraines**

L'exploitant assure la surveillance des eaux souterraines au travers du suivi de 3 puits conformément aux conclusions de son étude hydrogéologique (étude Oolite R. 2024-24a V1 de janvier 2025).

L'exploitant dresse un état initial des eaux souterraines avant la mise en exploitation de l'extension.

#### **Article 4.1.5 - Raccordement au réseau routier**

Les accès aux différents secteurs de la carrière sont aménagés pour faciliter le passage des camions. Si besoin, des aires de stationnement sont mises en place pour éviter l'apparition de files d'attente aux entrées et le stationnement de poids-lourds sur les chaussées.

Les raccordements aux voies publiques et leurs signalétiques font l'objet de conventions passées avec les gestionnaires des réseaux routiers afin de limiter les risques pour la sécurité publique. Des aménagements complémentaires peuvent être réalisés sous couvert de permissions de voirie.

L'exploitant prend les dispositions nécessaires afin de :

- éviter les pertes de matériaux grâce à une bonne répartition, la stabilisation des chargements et le bâchage des camions en charge... ;



- réduire la présence de boues et de poussières sur les voies publiques. Pour cela, les voies de raccordement au réseau routier sont enrobées, les pistes sont régulièrement rechargées et nettoyées et les roues des véhicules quittant la carrière sont lavées ;
- assurer le nettoyage du raccordement à la voie publique durant l'exploitation (la contribution à l'entretien et à la remise en état des voies publiques relève du Code de la Voirie Routière et des engagements pris avec le gestionnaire du réseau) ;
- éviter les ruissellements des eaux météoriques de la carrière sur les voies publiques comme sur les dessertes ;
- faciliter, en toutes circonstances, l'accès aux engins de secours à partir de la voie publique.

#### **Article 4.1.6 - Limitations des accès**

Le site est interdit au public et les personnes étrangères doivent être autorisées avant d'y pénétrer. Pour cela, le périmètre en exploitation est solidement clôturé et les accès sont fermés par des portails. Durant les heures d'activités, les accès sont contrôlés et l'exploitant a en permanence la connaissance des personnes présentes dans l'établissement. En dehors des périodes d'exploitation, ces accès sont matériellement interdits.

#### **Article 4.1.7 - Notification du début d'exploitation**

Dès l'achèvement des travaux préparatoires de l'extension, l'exploitant notifie au préfet le début d'exploitation accompagné des justificatifs de réalisation des aménagements et de l'acte de cautionnement actualisé des garanties financières.

#### **Article 4.1.8 - Plan de gestion des déchets d'extraction**

Avant le début de l'exploitation de l'extension, l'exploitant établit un plan de gestion des déchets d'extractions qui contient au moins :

- la caractérisation et une estimation des quantités totales de déchets d'extractions à stocker durant la période d'exploitation ;
- (si nécessaire), le lieu d'implantation de l'installation de gestion des déchets ;
- la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ;
- (si nécessaire), la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;
- la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;
- le plan de remise en état de la zone de stockage de déchets ;
- les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;
- (si nécessaire), les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau, de la pollution de l'air et des sols ;
- une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à l'entreposage des déchets ;
- les éléments propres à prévenir les risques d'accident majeur conformément aux dispositions de l'arrêté du 19 avril 2010 (cité à l'art. 1.5.3).

Le plan de gestion est révisé tous les **5 ans** et à l'occasion de modifications des installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.

## **Article 4.2 - Conduite de l'exploitation**

### **Article 4.2.1 - Horaires de travail**

Les horaires habituels d'activité sont de 07h00 à 19h00, hors jours fériés et week-ends (sauf éventuelles opérations d'entretien ou de maintenance le samedi matin).

Aucun apport ou expédition de matériaux n'est effectué en dehors des périodes d'ouverture de l'établissement.

### **Article 4.2.2 - Comptabilité des matériaux**

Les quantités de matériaux sortant sont comptabilisées et pesées.

### **Article 4.2.3 - Circulation des engins et des véhicules dans la carrière**

L'exploitant fixe les règles d'accès et les conditions de circulation des véhicules comme des piétons dans la carrière (plan et sens de circulation, limitations de vitesses, séparation des flux des engins d'exploitation, des transporteurs et des véhicules particuliers....) qui sont portées à la connaissance des intéressés par une signalétique explicite et une information appropriée. Elles visent à éviter d'endommager les installations et d'encombrer les voies et les accès de secours, même en dehors des heures d'exploitation.

Les véhicules et engins dont la présence est liée à l'exploitation stationnent sans occasionner de gêne en laissant les accès libres aux pompiers et les issues dégagées. La largeur et l'état des pistes sont compatibles avec la circulation de leurs véhicules.

### **Article 4.2.4 - Itinéraires des camions**

Les itinéraires des véhicules accédant ou quittant le site sont ceux présentés dans le dossier de demande d'autorisation. Ils peuvent faire l'objet d'ajustements après concertation et accord du gestionnaire du réseau et des municipalités concernées.

### **Article 4.2.5 - Accueil des tiers interférant avec l'exploitation et des particuliers**

Il est interdit de laisser à des tiers (agriculteurs, apiculteurs...) l'utilisation, même partielle du site, avant le terme de l'exploitation sans qu'une convention, cosignée par les parties, rappelle que l'exploitant reste responsable du site et précise les conditions de sécurité à respecter ainsi que l'obligation de satisfaire aux dispositions du présent arrêté.

Une aire de service, séparée du reste des activités, est réservée à l'usage exclusif des particuliers venant directement s'approvisionner à la carrière s'ils sont admis sur le site. Les aires d'enlèvement des matériaux et la circulation sont organisées de manière à séparer au maximum les trafics des engins d'exploitation, des transporteurs et des particuliers.

## **Article 4.3 - Extractions des matériaux**

### **Article 4.3.1 - Organisation des extractions**

Les découvertes comme les extractions de matériaux sont conduites phase par phase selon le rythme quinquennal et présenté en Annexes 3 de cet arrêté.

Le décapage de la terre végétale et la découverte sont réalisés en 4 tranches successives de surfaces équivalentes associées à chacune des 4 premières phases quinquennales décrites ci-après.

Chacune d'elle comprend, préalablement à l'accès au gisement, le décapage de sa terre végétale et sa découverte (stériles)

Phase	Phase 1 (0-5 ans)	Phase 2 (6-10 ans)	Phase 3 (11-15 ans)	Phase 4 (16-20 ans)	Phase 5 (21-25 ans)	Total sur 25 ans
Découvertes	135 000 m <sup>3</sup>	180 000 m <sup>3</sup>	75 000 m <sup>3</sup>	60 000 m <sup>3</sup>	0 m <sup>3</sup>	450 000 m <sup>3</sup>
Stériles d'exploitation	40 000 m <sup>3</sup>	40 000 m <sup>3</sup>	40 000 m <sup>3</sup>	40 000 m <sup>3</sup>	40 000 m <sup>3</sup>	200 000 m <sup>3</sup>
Extractions	931 600 t	931 600 t	931 600 t	931 600 t	931 600 t	4 660 000 t

#### Article 4.3.2 - Découverte

Les travaux de découverte sont exécutés par campagne, en début de chaque phase d'exploitation, en deux passes de façon à séparer la terre végétale des stériles sous-jacents. Ces derniers sont réemployés sur le site, prioritairement à la construction des **merlons périphériques dont la construction doit être achevée avant le début des extractions**. Outre leur fonction paysagère, ces merlons ont vocation à réduire les nuisances sonores et poussières aux riverains.

#### Article 4.3.3 - Exploitation

Les extractions, effectuées en fouilles à ciel ouvert par des moyens mécaniques et des explosifs, sont maintenues hors d'eau par pompage des exhaures (fonction de sécurité). L'exploitation est conduite par fronts de taille, successifs d'une hauteur maximale de **15 m**, pour une puissance totale exploitée d'environ **84 m**. La hauteur, la pente des fronts et la largeur des risbermes sont déterminées par l'exploitant en fonction de son évaluation des risques conformément aux dispositions du Code du travail (Document de Sécurité et de Santé (DSS) du règlement général des industries extractives ou, le cas échéant par le document unique d'évaluation des risques professionnels), qui prend en compte la stabilité des fronts.

Les installations primaires fixes sont positionnées sur le premier palier de la fosse d'extractions.

Les matériaux extraits sont acheminés depuis le poste primaire (secteur Est) vers les installations de traitements secondaires et tertiaires (secteur Ouest) par bandes transporteuses et qui franchit la RD 78 par un tunnel.

#### Article 4.3.4 - Banquettes

Une banquette est aménagée au pied de chaque gradin. Sa largeur minimale est ajustée en fonction de l'évaluation des risques déjà citée, qui prend en compte la stabilité des fronts, les effondrements et les risques de chute des engins sur le gradin inférieur.

#### Article 4.3.5 - Pistes

Les voies de circulation et les aires de stationnement sont aménagées, délimitées et entretenues pour faciliter l'accès aux chantiers (fronts, traitements des matériaux, zones de stockage...) ainsi que la circulation des véhicules. Les pistes disposent d'une signalétique appropriée et sont entretenues en permanence.

Les pistes sont les plus larges possibles. Une distance minimale de 5 m est maintenue entre la limite de la piste et le bord supérieur d'un talus ou d'un front de taille, portée à 10 m en présence d'un plan ou d'un cours d'eau. Une distance minimale de 5 m est maintenue entre la piste et la base des fronts de taille ou d'une paroi qui la domine. Leur pente est limitée à 15 % avec un objectif recherché de 10 %.

Côté bord supérieur du talus ou de la paroi dominée, les voies de circulation sont protégées par des dispositifs difficilement franchissables (blocs, merlons...) par un véhicule en circulation à vitesse normale et dont la hauteur minimale est égale au moins au demi-rayon des plus grandes roues des véhicules circulant sur les pistes. L'approche du sommet est protégée par des obstacles matériels.

La largeur et l'état des pistes sont compatibles avec la circulation des véhicules, notamment de secours.

#### **Article 4.3.6 - Stockage et entreposage de matériaux**

Les stockages et entreposages même temporaires de matériaux sont réalisés de façon à assurer leur stabilité. Ils sont positionnés à une distance suffisante de la périphérie du site pour qu'en cas d'instabilité, aucun mouvement des matériaux n'atteigne les terrains voisins. Leur mise en œuvre et leur emplacement assure la préservation des enjeux environnementaux liés notamment à la biodiversité, à l'intégration paysagère et à la stabilité des terrains (avec prise en compte de l'étude de stabilité des remblais de déchets d'extraction). La hauteur des dépôts est limitée à 6 m.

#### **Article 4.3.7 - Gestion des déchets inertes dans l'attente de leur valorisation**

L'intégralité des terres végétales et des stériles de découverte comme d'exploitation est valorisée dans le cadre du réaménagement du site ou utilisés en construction des ouvrages de la carrière (pistes, merlons...) dans le respect des dispositions du plan de gestion des déchets d'extraction proposé (cité à l'art. 4.1.8).

Les stockages de déchets d'extraction (merlons et dépôts) sont réalisés, gérés et entretenus de manière à assurer leur stabilité physique, notamment en fixant les modalités de leur construction (pente, gestion des eaux...). La hauteur des merlons est limitée à 4 m.

Les déchets non utilisés en merlons sont stockés en verses dont la cote maximale est le carreau de la carrière. L'exploitant met en place des dispositifs de protection des engins et des personnels en pieds et tête de verses ainsi que des consignes de mise en verse (en référence à la cote 42 m NGF).

L'exploitant limite la dégradation des sols en stockant les matériaux en couches successives en évitant les tassements et les compactages afin de conserver les qualités humiques des terres et limiter les phénomènes d'érosion ou d'instabilité. Ils ne sont pas de nature à dégrader les eaux superficielles et/ou souterraines. L'exploitant assure un suivi des quantités et des caractéristiques des matériaux mis en stock et établit un plan topographique permettant de localiser les zones de stockage correspondante.

Lors du déstockage, les matériaux sont progressivement régalez.

---

## **Titre 5 - Sécurité – Prévention des risques**

---

### **Article 5.1 - Prévention des risques**

#### **Article 5.1.1 - Limitations des accès aux zones dangereuses**

L'exploitant identifie les risques susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre (incendie...) ou de présenter des dangers pour les personnes (chutes, noyade, ensevelissement, enlèvement...). Les zones concernées font l'objet de mesures de protection matérielles (barrières physiques...) et organisationnelles (signalétiques, consignes, formations...) et sont reportées sur un plan tenu à jour.

L'exploitant veille à contenir les effets d'un sinistre à l'intérieur des limites de la carrière. L'isolement des installations et des stockages évite les effets dominos.

### **Article 5.1.2 - Etat des stocks**

L'exploitant tient à jour un état des stocks de tous les produits et déchets présents sur le site, y compris des matériaux extraits, commercialisés ou en attente de réutilisation pour le réaménagement final (nature, état physique, quantités, emplacements...).

Les conditions de stockage des produits et des déchets dangereux tiennent compte des mentions de dangers associées à leur étiquetage et à leur codification. Leurs conditionnements portent de manière lisible la dénomination exacte de leur contenu (numéro et symbole de danger) et l'exploitant dispose des documents, s'ils existent, lui permettant de connaître la nature et les risques qu'ils présentent, en particulier, les fiches de données de sécurité (FDS) prévues par le Code du travail.

Aucun explosif n'est stocké sur la carrière. Les bouteilles de gaz dangereux, éventuelles présentes, sont éloignées d'une distance de 10 m de dépôts de matières inflammables ou combustibles.

### **Article 5.1.3 - Formation du personnel**

Outre l'aptitude au poste occupé, l'exploitant assure la formation du personnel, y compris des intervenants extérieurs, à la connaissance des risques liés au chantier, des consignes d'exploitation et de sécurité, des moyens d'intervention ainsi qu'à la préservation des intérêts environnementaux (incidences et nuisances aux riverains) et écologiques. Cette formation initiale, adaptée et proportionnée aux enjeux identifiés et aux postes occupés, est entretenue.

### **Article 5.1.4 - Consignes**

Des consignes d'exploitation comportent explicitement les instructions de conduite et les vérifications à effectuer, en conditions normales de fonctionnement comme pendant les phases transitoires (arrêts, entretiens, modifications...) ainsi que les modalités d'application des prescriptions de cet arrêté dont la protection des enjeux écologiques (habitats, biodiversité...).

En compléments des obligations faites par le Code du travail, l'exploitant rédige des consignes de sécurité qui précisent :

- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité (électricité, réseaux...) ;
- les mesures à prendre en cas d'opérations sensibles, d'incident ou d'accident, dont l'isolement du site afin de prévenir les transferts de pollution vers le milieu naturel (fuite de matières dangereuses) ;
- les moyens d'intervention à mettre en œuvre selon la nature de l'évènement ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable de l'établissement, des services d'incendie et de secours...

Ces consignes sont tenues à jour et accessibles à tous les membres concernés des personnels, y compris les intervenants extérieurs. Au besoin, elles sont affichées.

### **Article 5.1.5 - Travaux**

Toutes les interventions sont effectuées sous la seule responsabilité de l'exploitant et les modalités de leur exécution sont soumises à son strict contrôle. Les documents établis sont conjointement visés par l'exploitant et l'éventuel intervenant extérieur. Une vérification du chantier est effectuée avant la reprise de l'activité.

Pour les travaux conduisant à une augmentation des risques, le plan de prévention peut être accompagné d'un permis d'intervention ou de travail spécialisé comme d'un « permis de feu » et/ou si nécessaire d'une habilitation spécifique. En dehors des interventions formellement autorisées par l'exploitant, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les zones à risques d'incendie ou d'explosion.

### **Article 5.1.6 - Protection individuelle et réserves de produits consommables**

Sans préjudice des dispositions réglementaires appropriées relatives à la protection et à la santé des travailleurs, des matériels de protection individuelle (casques, protections auditives, gants...) adaptés aux risques présentés par les installations et aux interventions attendues des personnels sont mis à la disposition des intervenants.

Par ailleurs, l'établissement dispose d'équipements et de produits ou matières consommables nécessaires à la maîtrise de ses incidences, par exemple des produits absorbants, inhibiteurs...

Ces matériels et équipements sont disponibles et accessibles en permanence, en quantité suffisante, maintenus en bon état et périodiquement vérifiés.

## **Article 5.2 - Infrastructures**

### **Article 5.2.1 - Equipements et réseaux**

Les réseaux et leurs équipements associés satisfont aux règles homologuées au moment de leur construction, les matériaux employés sont choisis en fonction de leurs conditions d'utilisation. Les vannes sont signalées et portent leur sens de fermeture de manière indélébile, leur fonctionnement fait l'objet d'une consigne et de manœuvres régulières pour éviter les grippages.. Les réseaux sont protégés contre les agressions qu'ils peuvent subir, sont faciles d'accès et repérés. Ils sont étanches et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'ils sont susceptibles d'accueillir. Ces éléments figurent sur un plan tenu à jour.

### **Article 5.2.2 - Installations électriques – mise à la terre**

La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art et distincte de celle du paratonnerre éventuel. Les masses métalliques susceptibles d'engendrer des charges électrostatiques sont mises à la terre et reliées par des liaisons équipotentielles.

Une vérification des installations électriques et des mises à la terre des masses métalliques est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne explicitement les défauts relevés dans son rapport. Les mesures correctives sont prises dans les meilleurs délais et tracées.

## **Article 5.3 - Prévention des pollutions des sols et des sous-sols**

### **Article 5.3.1 - Opérations sensibles**

Les seuls produits potentiellement dangereux admis sur la carrière sont les carburants des véhicules, engins et équipements de chantier (gasoil, gasoil non routier (GNR) et AdBlue), les fluides d'appoint nécessaires à leur maintenance légère (huiles, lubrifiants, liquide de refroidissement) ainsi que les explosifs lors des tirs de mines. Les transferts de ces produits sont réalisés sous le contrôle physique de l'exploitant.

Les opérations susceptibles de conduire à un déversement de ces liquides (ravitaillements, entretiens, transports, stockages et manipulations, lavages des véhicules...) sont réalisées sur une aire étanche raccordée à un séparateur d'hydrocarbures et aménagée pour faciliter la récupération totale des liquides éventuellement épandus, des égouttures et des eaux de ruissellement.

Pour les véhicules équipés de roues, ces opérations sont réalisées sur des aires bétonnées fixes. Pour cela, l'exploitant dispose d'une station de distribution de carburants.

Pour les engins à mobilité réduite (chenilles), seuls les ravitaillements en carburant peuvent être effectués en bord à bord si toutes les précautions d'usage sont déployées (bac de protection, couverture absorbantes...). Les autres opérations sont réalisées en atelier.

Le camion ravitailleur est équipé d'un arrêt d'urgence positionné sur la pompe d'alimentation et d'une vanne manuelle d'arrêt de l'alimentation entre la cuve et le pistolet distributeur, ce dernier est muni d'un dispositif homme mort. Son tuyau de distribution est remplacé à l'échéance prescrite.

Tous les engins et véhicules permanents de la carrière disposent d'un kit d'intervention approprié au traitement rapide d'une pollution locale par les hydrocarbures. Ils sont entretenus régulièrement et toute fuite entraîne la mise à l'arrêt immédiat de l'équipement concerné.

Le bassin de décantation est équipé pour stopper les transferts de polluants (vanne de barrage ou équivalent avant rejet au milieu naturel).

Les produits récupérés lors d'une pollution accidentelle sont réutilisés ou éliminés en tant que déchets.

#### **Article 5.3.2 - Distribution de carburants**

La cuve compartimentée, 25 m<sup>3</sup> de Gasoil Non Routier (GNR) pour les engins roulants de la carrière et de 15 m<sup>3</sup> de gasoil pour les porteurs, est aérienne et double-enveloppe. Elle est équipée de mesures de niveaux de ses contenus. La station est complétée par une cuve fixe de 2,5 m<sup>3</sup> d'AdBlue double-enveloppe.

L'îlot de distribution de carburants respecte les dispositions de l'arrêté du 15/04/2010 (cité à l'art. 1.5.2).

L'ensemble des équipements aériens (cuves et îlots de distribution) font l'objet de protections mécaniques contre les heurts de véhicules en manœuvre.

#### **Article 5.3.3 - Rétentions**

Les autres liquides dangereux sont stockés dans des capacités de rétention, construites selon les règles de l'art, étanches, résistantes à l'action physique et chimique des fluides et aménagées pour récupérer les eaux météoriques en cas de stockage non abrité. Elles peuvent être contrôlées à tout moment. Leur système d'évacuation des eaux pluviales n'est pas automatique et ne comporte pas de vidange par simple gravité. Les contenants de produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. Leurs volumes respectent les règles suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Sauf pour les récipients de capacité unitaire maximale de 250 litres, pour lesquels la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts sauf pour les lubrifiants ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;
- dans tous les cas, 800 litres minimum ou la capacité totale des récipients si elle est inférieure.

L'exploitant veille à ce que les volumes de rétention restent disponibles en permanence.

## **Article 5.4 - Prévention des risques d'incendie**

L'exploitant prend les dispositions d'entretien et de surveillance de la végétation afin de limiter les risques d'incendie. En particulier, des opérations de débroussaillage sont régulièrement conduites avant le début de la saison sèche.

## **Article 5.5 - Moyens d'intervention et organisation**

L'exploitant dispose de moyens d'intervention proportionnés aux risques identifiés, dont :

- des moyens de maîtrise des pollutions (produits absorbants...) en complément de ceux prévus dans les engins (kits d'intervention) ;
- des extincteurs ;
- des moyens de transmission et d'alerte ;
- des accès libres des engins de secours.

Ces matériels d'intervention sont judicieusement répartis dans l'établissement, en nombre suffisant et de qualité adaptée à la nature des risques rencontrés. Ils sont conservés à proximité de leurs zones d'utilisation potentielle mais sont placés en dehors des zones d'effets qui justifient leur implantation. Ils sont immédiatement disponibles, maintenus en bon état de fonctionnement et contrôlés périodiquement. Leurs emplacements sont signalés et leurs accès sont maintenus libres en permanence.

Tous les engins et véhicules circulant dans la carrière disposent d'au moins un extincteur.

Les moyens de défense et leur répartition, notamment l'accès à la ressource (exhaure en secteur Est et La Mayenne en secteur Ouest), sont présentés et tenus à la disposition du SDIS.

## **Article 5.6 - Risques géotechniques**

### **Article 5.6.1 - Zone de garde et distances de protection**

Les bords des excavations sont tenus à une distance horizontale des limites du périmètre autorisé telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise, avec un minimum de **10 m**. Cette bande ne fait l'objet d'aucune exploitation et est maintenue libre de toute occupation (activités, stockages...) mais peut accueillir des constructions liées au réaménagement final comme des merlons.

L'exploitation du gisement à son niveau le plus bas est arrêtée du bord supérieur de la fouille à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance tient compte de la hauteur totale des excavations, de la nature et de l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute cette hauteur ainsi que des recommandations des experts émises sur la stabilité des fronts. Au besoin, les hauteurs de fronts sont diminuées, les largeurs de banquettes augmentées, le fond de fouille réduit...

Les fronts de taille, remblais, verses ou dépôts sont exploités sans créer d'instabilité. Ils ne comportent pas de surplomb, de zone de porte-à-faux ou de cave. Les fronts de taille arrivés en position ultime sont immédiatement purgés et rectifiés et une banquette d'au moins 5 m de large est maintenue entre chaque palier.

### **Article 5.6.2 - Limitations des accès aux zones dangereuses**

Les accès aux zones dangereuses sont interdits et matériellement protégés. Pour cela, des dispositifs comme des merlons ou des enrochements sont mis en place autour des excavations, aux sommets



des fronts et des talus, le cas échéant, à leurs pieds ainsi qu'à proximité des zones à risques de noyade qui disposent également de bouées ou de gilets de sauvetage facilement accessibles.

#### **Article 5.6.3 - Surveillance du chantier**

Les zones de travail font l'objet d'une surveillance régulièrement avant la reprise et après la cessation des activités, en particulier après une période de gel, de fortes pluies ou d'un arrêt de travail prolongé.

L'exploitant veille à la stabilité des fronts, des dépôts, des verses ainsi que des terrains remaniés. Pour cela, il définit les modalités de construction des remblais (pente, mise en œuvre, gestion des eaux...).

L'identification d'un risque d'effondrement donne lieu à une intervention ou une mise en sécurité sans délai de la zone concernée. Les fronts de taille sont purgés et rectifiés aussi souvent que nécessaires. Ces interventions sont tracées.

#### **Article 5.6.4 - Gestion des effondrements**

Pour les fronts, qui présentent des effondrements de masses et des fracturations importantes, notamment en secteur Ouest de la carrière, l'exploitant établit une zone de protection en :

- installant de merlons (pièges à cailloux) et/ou maintenant des risbermes en pieds de fronts ;
- mettant en place une signalétique adaptée visant à isoler les zones impactées ;
- participant au déploiement de mesures d'interdiction d'accès et d'information du public ;
- s'assurant et rendant compte du caractère suffisant des dispositions de mise en sécurité de la zone touchée (isolement pour la protection des personnes en partie supérieure comme en pieds de front) ;
- procédant au confortement des parois afin de réduire les risques d'effondrement.

Pour limiter les risques d'effondrements, l'exploitant adopte les dispositions suivantes :

- mise en place d'une surveillance géotechnique de tous les fronts de la carrière, accompagnée par un tiers expert, pour anticiper et prévenir tout mouvement de terrain (par exemple des capteurs de mouvements, des tests de traction, des sondages de la roche à l'arrière des fronts...) ;
- analyse des risques géotechniques en tenant compte de l'érosion provoquée par les épisodes météorologiques ;
- limitation des arrivées d'eaux de ruissellement dans la carrière par un drainage périphérique des zones d'exploitation, si besoin.

#### **Article 5.6.5 - Fronts en cours d'exploitation**

Les fronts, en cours d'exploitation ou dont l'exploitation est achevée, sont soumis à une **surveillance, au moins annuelle**, qui donne lieu à des rapports systématiquement soumis à l'avis d'un géologue expert dont les recommandations sont prises en compte dans des délais fixés en fonction de la nature des constats. Ce suivi donne lieu à des rapports écrits et conclusifs quant aux risques identifiés.

Les modalités d'exploitation consistent à éviter le recoupement des glacis ou à attaquer la faille perpendiculairement à son sens de formation.

L'exploitant met en œuvre les préconisations de **l'étude de stabilité** des fronts de taille (Oolite – Rapport R 2024-24\_b V1 du 22 janvier 2025), annexée à sa demande d'autorisation environnementale et rappelées ci-après :

- extraire selon des fronts perpendiculaires à l'allongement de la fosse, plutôt qu'en élargissant la fosse vers le Nord-Nord-Est ;
- faire progresser les fronts de l'Ouest-Nord-Ouest vers l'Est-Sud-Est en commençant l'exploitation au Nord-Nord-Est de la fosse actuelle ;
- adapter la géométrie des fronts en fonction de la structure tectonique.

Par ailleurs, l'exploitant doit :

- procéder à un suivi géologique régulier des fronts dont un examen détaillé est réalisé par une personne compétente ;
- purger systématiquement les blocs ou les zones présentant un risque pour la stabilité ;
- adapter les tirs de mines à la géométrie des fronts (charges, orientations des forages...) ;
- sensibiliser les intervenants aux risques d'instabilité du gisement (consignes particulières pour les salariés, plan de prévention des risques pour les intervenants extérieurs...).

L'exploitant **actualise cette étude de stabilité**, notamment à partir des données collectées lors de la surveillance annuelle évoquée, a minima, tous les ans ou en cas d'évolution à la situation prise en référence dans l'étude initiale. Le cas échéant, cette actualisation donne lieu à des propositions de renforcement de la stabilité des fronts, accompagnées d'un échéancier de travaux.

## Article 5.7 - Risques liés aux minages

Les explosifs sont fabriqués sur place par une Unité Mobile de Fabrication d'Explosifs (UMFE) ou obtenus par certificat d'acquisition alors utilisés dès leur réception sous couvert d'une autorisation spécifique de la préfecture. Les explosifs sont ponctuellement présents sur site uniquement pour les besoins des abattages et sont évacués le jour même s'ils n'ont pas été utilisés. Aucun stockage, même temporaire, n'est réalisé sur place.

Les tirs sont exécutés par du personnel formé et qualifié (Certificat de Préposé aux Tirs et habilitations préfectorales).

Toutes les dispositions sont mises en œuvre afin de limiter les effets induits par les tirs d'abattage pour l'environnement (riverains, patrimoines...), en particulier les vibrations, les émissions sonores, la pression acoustique ou les projections de pierres. Les incidents de tirs, en particulier les projections extérieures au périmètre de la carrière sont portées, sans délai, à la connaissance de l'inspection des installations classées et font l'objet d'un retour d'expérience immédiatement exploité.

### Article 5.7.1 - Préparation des tirs

L'exploitant définit un plan de tir qui recherche une utilisation optimale des explosifs pour minimiser les quantités utilisées tout en assurant la sécurité du public et en limitant les gênes aux riverains. Pour cela, il tient compte des caractéristiques propres du gisement (nature et morphologie) et des retours d'expérience des abattages antérieurs, pour dimensionner les trous de foration (diamètre, hauteur...) et les positionner (maille, inclinaison, azimuth...). L'exploitant tient également compte des paramètres environnementaux dont la distance de l'abattage aux habitations et aux voies de circulation les plus proches. Cette analyse préalable, prégnante pour les distances de tirs inférieures à 200 m des habitations, influence la préparation des fronts de taille (orientation, hauteur, maillage, pente de stabilité...) et les techniques d'abattages utilisées (adaptation des charges instantanées et/ou unitaires, bourrages, recouvrements des cordeaux détonants...).

Des contrôles préalables sont opérés pour réduire les risques de projections à l'extérieur de l'emprise (état des fronts, structure des roches...), notamment, la qualité de la foration avant le chargement des explosifs par un repérage précis de la position des trous de mines par rapport au front de taille (angle de foration, profondeur et position des trous, épaisseur du front à abattre...). Le

rapport de foration rend compte de l'ensemble des phénomènes géologiques rencontrés (failles, vides, karsts, argiles...).

#### **Article 5.7.2 - Périmètre de sécurité – Informations préalables aux tirs**

L'exploitant définit le périmètre de sécurité autour de la zone de tir et prend les dispositions pour la faire évacuer et en interdire l'accès. Avant le tir, la zone d'extraction est évacuée, fermée et contrôlée afin de s'assurer de son évacuation et de la maîtrise du périmètre dangereux. Pendant la séquence de tir, la zone consignée est physiquement surveillée. La séquence de tir est conduite sous le contrôle du chef mineur.

Les tirs d'abattage sont réalisés les jours ouvrables (sauf les samedis) aux horaires convenus avec les municipalités concernées. Les riverains et les municipalités sont informés des consignes qui précèdent les tirs. Un signal sonore, d'une intensité et d'une durée suffisante pour prévenir du tir et éviter l'effet de surprise, est déclenché au moins deux minutes avant la mise à feu. Il est suivi d'un second signal précédant immédiatement la mise à feu.

En complément des dispositions précédentes, les riverains peuvent demander à être prévenus par avance des dates et heures des tirs, par tout moyen adapté convenu avec le carrier.

#### **Article 5.7.3 - Reprise des activités**

Avant la reprise du chantier et la libération de la zone consignée, l'exploitant procède à une ronde visant notamment à s'assurer de l'emploi de la totalité des explosifs engagés pendant la séquence de tir. La fin de cette dernière est spécifiée par un signal sonore prolongé.

Les fronts sont systématiquement purgés avant la reprise des travaux.

#### **Article 5.7.4 - Valeurs limites des vibrations**

Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer, dans les constructions avoisinantes, des vitesses particulières pondérées supérieures à **6 mm/s** mesurées suivant les trois axes de la construction.

La fonction de pondération du signal mesuré est une courbe continue définie par les points caractéristiques suivants :

Bande de fréquence en Hz	1	5	30	80
Pondération du signal	5	1	1	3/8

On entend par constructions avoisinantes, les immeubles occupés ou habités par des tiers ou affectés à toute autre activité humaine ainsi que les monuments. Le respect de la valeur limite est également assuré dans les constructions existantes à la date de cet arrêté et dans les immeubles construits après cette date et implantés dans les zones autorisées à la construction par des documents d'urbanisme opposables aux tiers publiés à la date du présent arrêté.

Par ailleurs, l'exploitant prend toutes dispositions pour que le niveau de pression acoustique de crête reste inférieur à 125 décibels linéaires pendant les tirs de mines.

#### **Article 5.7.5 - Surveillance des vibrations et de la pression acoustique**

Chaque tir d'abattage donne lieu à des mesures de vibrations et de pression acoustique aux points les plus susceptibles d'être impactées en fonction de la position du tir et de l'avancement des extractions. Les mesures sont effectuées en des points solidaires d'éléments porteurs des structures situés au plus près des fondations de la construction, sous réserve d'un accord formel des propriétaires du bien. A défaut, l'exploitant utilise des points de mesures de caractéristiques équivalentes en termes de transmissions des vitesses particulières et des pressions acoustiques.

L'exploitant adapte en le justifiant la cartographie de ces points de mesures pour tenir compte de l'avancement du chantier et des circonstances particulières apparues lors des tirs antérieurs.

Lors de chaque tir, la surveillance est effectuée systématiquement, en rotation, en 2 points représentatifs des constructions les plus susceptibles d'être impactées, notamment :

- au Nord, au lieu-dit « La Chênoterie » ;
- au Nord-Est, au lieu-dit « Chanteloup ».

Les appareils utilisés sont aptes à détecter, mesurer et enregistrer pendant toute la durée du tir, les vitesses particulières selon les trois axes en amplitude comme en fréquence, en fonction du temps dans une gamme des fréquences couvrant celles du tir ainsi que la mesure de la pression acoustique de crête en dB, dans des conditions fiables et représentatives des mesures.

Au moins une fois par an, les mesures de vibrations et de pressions acoustiques sont effectuées par un organisme tiers, différent de celui qui les effectue habituellement. Les chaînes de mesures (vibrations et pressions acoustiques) sont vérifiées et contrôlées tous les ans par un organisme spécialisé, les justificatifs de leur conformité sont tenus disponibles.

#### **Article 5.7.6 - Enregistrements**

L'exploitant enregistre tous les éléments techniques nécessaires à la compréhension de chaque tir d'abattage, a minima, les informations suivantes :

- les données d'identification du tir (date et heure...) ;
- le plan du gisement avec la position du front, l'objet et la position du tir ;
- les données, contrôles et éléments de préparation du tir, dont les éléments de calcul des charges à mettre en œuvre (étude de la morphologie des matériaux à abattre et d'implantation du tir, informations lors des forations – analyses de cutting de foration, inspections visuelles des fronts de taille, mesures au TEPEX, calculs théoriques de charge, résultat des contrôles de foration...) ;
- la description détaillée du tir (nombre de trous, masse totale d'explosifs, charge unitaire, nature des explosifs, mode d'amorçage, durée du tir, plan d'amorçage, plan du tir (coupe et vue de dessus), rapport de foration, résultats des contrôles d'épaisseurs des banquettes à abattre...) ;
- les résultats des mesures de vibrations (identification de l'appareil de mesures, localisation du point de mesure, enregistrements des vitesses particulières et des pressions acoustiques).

Les plans de tirs et les résultats des mesures sont conservés pendant toute la durée de l'exploitation.

#### **Article 5.7.7 - Suivi des effets des tirs**

En cas de dépassement des valeurs prescrites (vitesses particulières), l'exploitant réalise une analyse des résultats et des conditions de tir pour en limiter les effets lors des tirs suivants. Cette analyse fait l'objet d'un compte-rendu formalisé transmis à l'inspection des installations classées.

Chaque tir de mines fait l'objet d'un compte-rendu écrit et d'une analyse des résultats de tous les analyseurs. Ces données alimentent un bilan itératif sur l'optimisation des paramètres de tirs dont l'objectif est de réduire la gêne ressentie par les riverains.

---

## **Titre 6 - Prévention des pollutions et des nuisances**

---

### **Article 6.1 - Déchets**

#### **Article 6.1.1 - Déchets utilisés dans le cadre du réaménagement**

Aucun déchet inerte provenant de l'extérieur n'est admis sur le site et aucun déchet inerte n'est exporté. Le réaménagement se fera exclusivement avec des matériaux produits par l'exploitation (terres végétales et stériles).

#### **Article 6.1.2 - Gestion des déchets produits par l'établissement**

L'exploitant limite sa production de déchets et respecte la hiérarchisation de leur mode de traitement. La gestion des déchets privilégie dans l'ordre la réutilisation, le recyclage avant toute valorisation même énergétique ou l'enfouissement. A cet effet, l'exploitant procède au tri sélectif systématique des déchets pour faciliter leur valorisation ou leur traitement, en particulier pour ceux qui sont associés à une filière dite REP (Responsabilité Elargie du Producteur).

Les filières de traitement des déchets retenues privilégient les solutions de proximité, et optimisent les chargements en volume. Les quantités entreposées, par catégorie, restent proportionnées aux capacités de gestion du site. Dès qu'un lot est complet ou que le volume est suffisant pour organiser une expédition, il est adressé à sa filière de traitement. En aucun cas, l'exploitant ne procède à des accumulations de matières dans l'attente d'une situation économique plus favorable.

L'exploitant s'assure de la conformité des filières d'élimination de ses prestataires aux dispositions du Code de l'environnement, dont les droits d'exploiter et/ou les agréments nécessaires à la gestion de certaines catégories de déchets. Une attention particulière est portée à la traçabilité des opérations d'enlèvement et de traitement et l'exploitant utilise la codification réglementaire en vigueur pour les identifier.

Les déchets dangereux sont entreposés sous abri ou dans des contenants étanches résistants aux chocs. Ils ne font l'objet d'aucune dilution ou mélange notamment de déchets dangereux de catégories différentes, de déchets dangereux avec des déchets non dangereux ou de déchets dangereux avec des substances, matières ou produits qui n'en sont pas.

### **Article 6.2 - Prévention de la pollution atmosphérique**

#### **Article 6.2.1 - Mesures de limitation de la dispersion des poussières**

L'exploitant prend les dispositions de prévention des émissions de poussières dans l'environnement, y compris en période d'inactivité. En complément des mesures déjà prescrites pour maîtriser d'autres incidences, les dispositions complémentaires suivantes sont déployées :

- la qualité de construction des aménagements (forme, pente, stabilité des revêtements...), des pistes, des aires de stationnement, des stockages et des zones de reprises et d'expédition des matériaux ;
- l'entretien préventif et régulier des aménagements cités, des équipements et des engins ;
- la protection des aménagements des vents dominants et le positionnement des installations dans les fosses, en dessous du niveau des terrains naturels ;
- l'équipement des installations de moyens de prévention des dispersions (portique d'aspersion des chargements quittant la carrière, capotage des équipements...) et

d'accumulation des poussières sur leurs structures et leurs alentours avec le remplacement immédiat de tout capotage ou élément de bardage défectueux ;

- l'arrosage de ces espaces en périodes sèches ainsi que des opérations émissives de traitement et de manutention de matériaux (broyage, concassage, transferts, jetées, descentes...), notamment le rabattement par système d'arrosage des pistes ;
- la limitation des hauteurs de stockage et de déversement des matériaux ;
- la limitation de la vitesse des camions et des engins sur pistes non revêtues à 20 km/h ;
- la préparation des chargements au départ de la carrière dont leur stabilisation, leur bâchage et leur aspersion et le lavage des roues des camions ;
- le matériel de foration équipé de dispositifs de récupération des poussières.

D'autres mesures spécifiques sont prises en compte, dont :

- l'implantation du traitement primaire dans la fosse, au niveau du premier palier, à la cote - 11 m par rapport au terrain naturel ;
- le transfert des matériaux par convoyeur à bandes via un tunnel traversant la RD 78, entre les postes de traitements primaire (partie Est) et secondaire-tertiaire (secteur Ouest).

Le brûlage à l'air libre est interdit à l'exception des essais incendie et, le cas échéant, d'élimination des emballages d'explosifs par l'entreprise qui les met en œuvre. Dans ce cas, les produits brûlés sont identifiés en qualité comme en quantité et des mesures de prévention de propagation sont mises en place (distances de sécurité...).

#### **Article 6.2.2 - Réseau de surveillance des émissions de poussières**

L'exploitant met en place un plan de surveillance qui décrit les zones d'émissions de poussières, leur importance respective et les conditions météorologiques et topographiques sur le site. Le choix de la localisation des stations de mesures ainsi que leur nombre sont déterminés en fonction de la sensibilité de l'environnement et des conditions météorologiques locales saisonnières.

Le plan de surveillance comprend :

- 1 station témoin située en un lieu non impacté par l'exploitation de la carrière ;
- 6 stations positionnées à proximité immédiate des habitations les plus exposées ;
- 2 stations implantées en limite du périmètre de l'extension autorisée.

L'implantation des stations de mesures est présentée en [Annexe 8](#) de cet arrêté.

#### **Article 6.2.3 - Suivi des retombées de poussières**

Le suivi des retombées atmosphériques totales est conforme aux dispositions de la norme NF X 43-014 (2017). Les prélèvements sont assurés par des jauges, de type OWEN, au cours de campagnes d'une durée de trente jours. Les mesures des poussières diffuses portent sur la somme de leurs fractions solubles et insolubles et sont exprimées en mg/m<sup>2</sup>/jour.

L'objectif à atteindre est de 500 mg/m<sup>2</sup>/jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées à proximité des habitations. En cas de dépassement, l'exploitant procède sans délai à un levé de doute (mesures contradictoires ou discriminantes des fractions de poussières minérales et organiques...) et, le cas échéant, met en œuvre, dans les meilleurs délais, les mesures correctives appropriées.

Toutes les campagnes de mesures sont réalisées pendant une période représentative du fonctionnement des installations dont au moins une pendant la période sèche.

Les campagnes de mesures sont réalisées tous les 3 mois. Si, à l'issue de 8 campagnes consécutives, les résultats de mesures respectent l'objectif fixé, la fréquence de suivi peut devenir semestrielle. Par la suite, si un résultat excède, du fait de la carrière, la valeur de 500 mg/m<sup>2</sup>/jour, la fréquence redevient trimestrielle pendant huit campagnes consécutives, à l'issue desquelles elle pourra être revue dans les mêmes conditions.

#### **Article 6.2.4 - Suivi des conditions météorologiques**

Le suivi des retombées de poussières est corrélé aux conditions météorologiques relevées au moment de la campagne de mesures.

Pour ce faire, les données (direction et vitesse du vent, température et pluviométrie) sont enregistrées par une station de mesures in situ ou à défaut, peuvent être recherchées auprès d'une station proche d'un fournisseur de services météorologiques (abonnement à des données corrigées en fonction du relief).

#### **Article 6.2.5 - Bilan annuel de surveillance des retombées de poussières**

L'exploitant établit un bilan des mesures réalisées qu'il commente sur la base de l'historique des données, des valeurs cibles, des valeurs de l'emplacement témoin, des conditions météorologiques, du niveau d'activité et de l'évolution de l'installation comme de l'environnement.

#### **Article 6.2.6 - Campagne annuelle de mesures des fractions PM 10 et de la silice**

En début d'extraction de chaque phase, après la découverte, l'exploitant effectue un prélèvement des poussières PM 10 et de la silice cristalline alvéolaire, au niveau de 2 habitations sous les vents dominants, en période favorable aux envols et représentative de son activité du site. Les conditions de mesures et les résultats d'analyses sont tenus à disposition.

### **Article 6.3 - Protection des ressources en eau et des milieux aquatiques**

#### **Article 6.3.1 - Prélèvements et consommations d'eau**

Les besoins des personnels sont satisfaits par le réseau d'adduction d'eau potable (AEP) équipé d'un compteur et protégé par un système de disconnexion ou anti-retour. Aucun prélèvement n'est effectué dans La Mayenne (le prélèvement d'appoint jusque là autorisé est supprimé).

Les pompages comme les postes de consommation d'eau sont équipés de compteurs totalisateurs des quantités prélevées ou utilisées. Leurs résultats sont relevés selon une fréquence, a minima, mensuelle et enregistrés.

Les exhaures, prélevées en **secteur Est**, dans la fouille, sont consommées pour l'arrosage des pistes et les rabattements de poussières de ce côté de la carrière.

Les eaux de ruissellement collectées dans le **secteur Ouest**, transitent dans un bassin de 350 m<sup>3</sup>, alimentent une cuve tampon utilisée pour les appoints du rotolève qui fonctionne en circuit fermé, le portique d'arrosage des camions, la réduction des envols de poussières liés à la circulation et aux traitements secondaire et tertiaire ainsi que l'unité de mélange des matériaux GNTb.

#### **Article 6.3.2 - Bilan hydrique**

L'exploitant réalise un suivi des précipitations et établit chaque année un bilan hydrique afin d'évaluer le volume d'exhaures (eaux souterraines et météoriques) captées par la carrière.

### **Article 6.3.3 - Sécheresse**

L'exploitant vérifie périodiquement l'applicabilité de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023, relatif aux mesures de restriction en période de sécheresse. A cet effet, il tient à jour les éléments de gestion des eaux de la carrière, dont :

- le plan détaillé des circuits d'eaux qui identifie et localise les différents équipements (bassins, pompage, traitements, fossés, points de rejet, dispositifs de confinement...);
- la liste des milieux de prélèvement et de rejet ;
- les volumes d'eau prélevés, rejetés et consommés associés à leur milieu ;
- le volume de référence mentionné au II de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 ;
- le volume d'eau moyen journalier, détaillé par type d'usages ;
- le volume d'eaux sur lequel les mesures de restrictions sont susceptibles de porter ;
- les informations et procédures de sensibilisation des personnes, y compris des intervenants extérieurs, aux règles de bon usage et d'économie d'eau ;
- la liste des travaux, améliorations et/ou investissements ayant contribué à réduire les volumes prélevés ou consommés.

Au besoin, l'exploitant prépare un plan de gestion lui permettant d'anticiper et de gérer une situation de sécheresse et met en place une veille réglementaire des mesures de restrictions susceptibles de lui être appliquées (arrêtés d'orientations de bassins, arrêtés-cadres sécheresse...).

### **Article 6.3.4 - Gestion et traitements des eaux**

L'efficacité des outils de gestion et de traitement des eaux (séparateurs d'hydrocarbures, bassins de décantation...) est évaluée périodiquement, en référence à leur dimensionnement initial, à l'occasion d'évolutions des conditions d'exploitation et au minimum tous les **5 ans**.

#### **Article 6.3.4.1 - Eaux sanitaires**

Les eaux sanitaires sont traitées par un dispositif d'assainissement individuel.

#### **Article 6.3.4.2 - Ruisseau de la Chênoterie**

Le ruisseau de « La Chênoterie », alimenté par son étang en amont traverse la carrière, sous la zone des stocks de matériaux et des espaces non exploités hors excavation, sur une distance de 540 m, canalisé par une buse de diamètre de 0,6 m.

L'exploitant met en place une surveillance et un entretien de cette canalisation visant à éviter son bouchage.

#### **Article 6.3.4.3 - Circuits des eaux de ruissellement et des exhaures**

La carrière distingue 2 réseaux de collecte, de traitements et d'évacuation des eaux collectées.

**En secteur Est** – Les eaux d'exhaures, qui regroupent les drainages souterrains ainsi que les eaux de ruissellement des zones d'extraction et de la zone de stockage Nord, sont collectées en fond de fouille d'où elles sont pompées et envoyées dans une cuve tampon de 20 m<sup>3</sup>, positionnée au niveau du local pompe. Une partie des exhaures est prélevée pour alimenter le circuit d'arrosage des pistes du secteur Est et pour assurer l'appoint du circuit Ouest (en substitution du prélèvement d'appoint dans la Mayenne antérieurement autorisé). Le restant est dirigé vers un bassin tampon situé à l'entrée du secteur Est où il rejoint les eaux de ruissellement de la zone d'accueil Est, pour décantation. La sortie de ce bassin, limité au débit maximum de 50 m<sup>3</sup>/h, est envoyée dans un fossé qui rejoint le ruisseau de « La Chênoterie », affluent de la Mayenne.



**En secteur Ouest** – Ce secteur dispose d'un circuit fermé de gestion des eaux qui comprend 2 zones de décantation construites sur un radier en béton pour faciliter leur curage dont la surverse alimente une réserve tampon (non bétonnée). L'eau provient des ruissellements de la zone, le cas échéant complétés par des d'exhaures prélevées dans le secteur Est. Ce circuit permet le renouvellement de l'eau du rotoluve et la compensation des pertes occasionnées par les entraînements des roues des véhicules qui l'empruntent ainsi que le ravitaillement de la tonne à eau utilisée pour maîtriser les émissions de poussières diffuses des pistes de ce secteur. En outre, une fraction de ces eaux est employée à des fins industrielles, dans un groupe de mélange des matériaux, afin de rendre les produits conformes à leur norme d'utilisation (mise à niveau du taux d'humidité des matériaux). Le trop plein de ce circuit transite par un séparateur d'hydrocarbures avant d'être rejeté dans La Mayenne.

Les ouvrages et les réseaux sont correctement dimensionnés pour assurer la récupération, le traitement et l'évacuation des exhaures dans les conditions fixées par cet arrêté. L'exploitant dispose des éléments qui justifient l'adéquation des équipements en place dont les séparateurs d'hydrocarbures ou les bassins de décantation (surface, hauteur de la lame d'eau, vitesse de décantation des fines...) avec les caractéristiques des matières entraînées et des paramètres de rejet fixés (débit, objectif de qualité des milieux naturels...). Leur adaptation à leurs fonctions respectives et leur dimensionnement sont vérifiés périodiquement et, le cas échéant, adaptés pour tenir compte de l'avancement du chantier et de l'évolution des conditions de son exécution.

Les canalisations, bassins et ouvrages de traitement sont étanches, accessibles et curables. L'état de leur encrassement est périodiquement contrôlé et donne lieu à des entretiens aussi fréquents que nécessaires afin de conserver leurs caractéristiques nominales. La fréquence de curage et d'entretien est, a minima, annuelle pour les séparateurs d'hydrocarbures, y compris les dispositifs d'obturation qui sont vérifiés à ces occasions, et tous les deux ans pour les bassins de décantation.

Aucun floculant n'est utilisé pour faciliter ou accélérer la décantation naturelle des fines collectées, notamment pour pallier le sous-dimensionnement du dispositif de décantation.

Les rejets directs ou indirects dans les eaux souterraines sont interdits tout comme l'épandage. Les résidus d'entretien des séparateurs d'hydrocarbures et de leurs réseaux sont éliminés en tant que déchets.

Le schéma de gestion des eaux est présenté en **Annexe 9** de cet arrêté.

### **Article 6.3.5 - Conditions de rejets**

Tout rejet d'effluent liquide non prévu ou non conforme aux dispositions de cet arrêté est interdit.

L'exploitant s'assure de la compatibilité des rejets de la carrière avec les objectifs de qualité physico-chimique assignés à La Mayenne (aspects qualitatif). Pour cela, la qualité des eaux, après traitements, respectent les valeurs limites définies ci-après :

Caractéristiques du rejet	Caractéristiques
Débit moyen sur 24 heures (débitmètre automatique)	< 50 m <sup>3</sup> /h
pH	6,5 < pH < 8,5
Couleur	< 100 mg Pt/l
Matières En Suspension Totales – MEST	< 35 mg/l
Demande Chimique en Oxygène (DCO) sur effluent non décanté	< 125 mg/l
Hydrocarbures Totaux (HCT)	< 1 mg/l
Fer	< 0,2 mg/l
Aluminium	< 0,2 mg/l

- Les échantillons sont mesurés sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange.

#### **Article 6.3.6 - Point de rejet**

La carrière dispose de 2 exutoires de rejets :

- dans la Mayenne (Ouest RD 78), coordonnées en Lambert II étendu, X= 374 669 m et Y = 2 304 610 m, rejet uniquement en cas de surverse du bassin d'appoint du rotoluvé ;
- dans le ruisseau de « La Chênoterie ».

#### **Article 6.3.7 - Surveillance des rejets**

L'exploitant fait réaliser, selon une fréquence **semestrielle**, l'analyse de l'ensemble des paramètres permettant de vérifier la conformité des rejets des 2 exutoires. En cas de dépassement d'un des paramètres, la fréquence des contrôles devient trimestrielle jusqu'au retour à la normale.

#### **Article 6.3.8 - Eaux souterraines**

L'exploitant s'assure de l'absence d'incidence hydrogéologique de la carrière sur les eaux souterraines par une surveillance **semestrielle** des hauteurs d'eau en périodes de basses et de hautes eaux, exprimés en m NGF, de 3 puits localisés repérés 3, 4 et 5 dans l'**Annexe 10** de cet arrêté.

L'exploitant met en place un outil de suivi des résultats des mesures permettant de détecter une évolution des résultats ou des résultats anormaux. Les résultats des mesures et l'outil de suivi sont conservés par l'exploitant jusqu'à ce qu'il soit pris acte de la mise à l'arrêt définitif de l'installation par l'administration. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

### **Article 6.4 - Prévention des nuisances sonores**

#### **Article 6.4.1 - Limitations des émissions sonores**

Les installations sont construites, équipées et exploitées de façon que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne ou de vibrations mécaniques. A cet effet, les aménagements paysagers (art. 3.2), les mesures de maîtrise des émissions de poussières (art. 6.2.1) et les modalités d'exploitation déjà prescrites, sont complétées par les dispositions suivantes (non exhaustives) :

- une découverte par phase identique en surface, y compris les découvertes ;
- L'utilisateur d'un convoyeur à bandes pour acheminer les matériaux du traitement primaire (secteur Est) vers les traitements secondaires et tertiaires (secteur Ouest) ;
- pour la modernisation des outils industriels, la composante « bruit » intervient dans le choix des équipements et leur implantation est privilégiée dans des espaces abrités, au besoin, phoniquement isolés pour les unités les plus bruyantes ;
- les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier, circulant à l'intérieur du site, sont conformes à la réglementation en vigueur au moment de leur homologation ;
- les avertisseurs de recul des engins de chantier et des camions sont à bruit blanc de type « cri du lynx ».

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs...) gênant pour le voisinage est interdit sauf ceux prévus par le Code du travail ou ceux utilisés pour le signalement d'incidents graves ou d'accidents.

## Article 6.4.2 - Niveaux acoustiques

### Article 6.4.2.1 - Valeurs limites d'émergences

Les émissions sonores de l'établissement n'engendrent pas une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées ci-après, dans les zones à émergences réglementées.

Niveaux de bruit ambiant existant dans les zones à émergences réglementées (incluant le bruit de l'établissement)	Émergences admissibles pour la période allant de 7h00 à 22h00, sauf dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)

### Article 6.4.2.2 - Niveaux limites de bruit

Les niveaux sonores n'excèdent pas, du fait de l'établissement, les valeurs ci-dessous :

Périodes et Niveaux sonores limites admissibles	Période de jour de 7h00 à 22h00 (sauf dimanches et jours fériés)
Tous points en limite de propriété	70 dB(A)

Les niveaux sonores à considérer sont ceux émis par l'ensemble des activités exercées à l'intérieur du périmètre autorisé de la carrière dont les extractions, les traitements et les convoyages des matériaux, les tirs de mines ainsi que la circulation des véhicules et des engins. Si nécessaire, les installations de traitement des matériaux sont bardées.

La durée d'apparition d'un bruit particulier, à tonalité marquée et de manière établie ou cyclique, n'excède pas 30 % de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes définies dans le tableau précédent.

### Article 6.4.3 - Contrôle de la situation sonore

Toute évaluation de la situation acoustique (niveaux sonores et émergences) s'effectue à partir des points retenus dans l'étude d'impact pendant une période d'activités représentative des émissions de la carrière. La répartition des 6 stations de mesures est présentée en Annexe 7 de cet arrêté.

Les bruits résiduels et ambiants sont mesurés le même jour au cours de la même période.

Les émergences sont systématiquement mesurées chez les tiers désignés dans l'étude d'impact ou les plus proches de la zone d'exploitation, sous réserve de leur accord formel. En cas d'impossibilité justifiée d'exécuter ces mesures, les émergences sont calculées à partir des niveaux sonores établis en limite de propriété face à la zone à émergence réglementée concernée.

L'exploitant rapproche et commente les résultats des mesures obtenus avec les valeurs attendues dans son dossier de demande d'autorisation. En cas de dépassement des limites admises en période diurne, il propose des mesures correctives en précisant les délais de leur mise en service.

La signature sonore (niveaux résiduels, en limite de propriété et émergences) est évaluée dès l'ouverture du chantier d'extension puis à l'issue de la construction du merlon périphérique au Nord de l'extension. Par la suite, le rythme de contrôle des émissions sonores est **annuel**.

## Article 6.5 - Vibrations autres que celles des tirs de mines

En cas d'émissions de vibrations mécaniques gênantes pour le voisinage ou pour la sécurité des biens ou des personnes, les points de contrôle, les valeurs des niveaux limites admissibles ainsi que

la mesure des niveaux vibratoires émis sont déterminés suivant les règles techniques annexées à la circulaire ministérielle n° 86-23 du 23 juillet 1986, relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

---

## **Titre 7 - Fin d'exploitation – Mise en sécurité et réaménagement du site**

---

Les travaux de remise en état et de réaménagement doivent être achevés au plus tard à l'expiration de l'échéance de l'autorisation de la carrière, sauf dans le cas d'un renouvellement de l'autorisation d'exploiter. A noter que les aspects indépendants des interventions du carrier comme la croissance de la végétation ou la remontée des exhaures dans la fosse d'extraction ne sont pas concernés par cette échéance.

### **Article 7.1 - Mise en sécurité du site**

La remise en état du site comprend une étape préalable de mise en sécurité, à exécuter dès la mise à l'arrêt des installations, qui permet d'acter leur cessation d'activités. Elle donne lieu à l'établissement des attestations par des bureaux d'études certifiés, telles que décrites à l'article 1.4.5, garantissant la maîtrise des risques liée aux activités passées.

Elles comprennent, a minima, les opérations suivantes :

- la mise en sécurité des fronts de taille visant à assurer leur stabilité, notamment par la purge de leur partie sommitale, l'élimination des surplombs de manière à les stabiliser, leur écrêtement et le compactage des éboulis produits en pieds de fronts en vue d'assurer la cohésion du massif. Elle est vérifiée par un contrôle des instabilités rocheuses, réalisée par un tiers spécialisé et indépendant ;
- le maintien des banquettes ;
- la sécurisation des accès aux fronts et plus généralement au site ;
- le maintien des merlons périphériques de protection doublés d'une clôture, en particulier ceux disposés autour de l'excavation ;
- le nettoyage de l'ensemble des terrains et la suppression de toutes les structures, infrastructures ou équipements (traitements des matériaux, équipements techniques, déshuileurs, pompes...) n'ayant pas d'utilité après la remise en état du site ;
- l'évacuation des stocks.

### **Article 7.2 - Réaménagement principal**

**Le réaménagement veille à conserver les intérêts naturels préservés et développés pendant les phases d'activités de la carrière.**

Le réaménagement consiste à créer les conditions favorables à une diversification des milieux naturels et à favoriser l'insertion paysagère à l'issue de l'exploitation. Ainsi, l'excavation sera réaménagée en plan d'eau accompagné une mosaïque d'habitats naturels propices au développement et au maintien de la biodiversité et ses abords en espaces naturels et/ou agricoles.

La dernière année du plan de phasage est consacrée à la finalisation du réaménagement, le pompage des exhaures est interrompu afin de créer un **plan d'eau** par retour lent et progressif à l'équilibre hydrodynamique de la nappe sur une surface **d'environ 7,6 ha**, zones de hauts-fonds comprises.

**Les abords du plan d'eau** sont aménagés pour favoriser la mise en place d'habitats naturels, végétations aquatiques notamment, par une zone de hauts-fonds en pente très douce vers l'Est à l'aide des matériaux de découverte. Il sera modelé de façon irrégulière, pour créer des petites dépressions favorables à la reproduction des amphibiens et à une colonisation spontanée et diversifiée de groupements végétaux hygrophiles ainsi qu'une reprise naturelle de la végétation sur ses pourtours.

Le réaménagement du site est conduit indépendamment de sa mise en sécurité.

La projection des milieux réaménagés est présentée en **Annexe 4** de cet arrêté.

### **Article 7.3 - Restitution des secteurs**

Pour le reste des terrains, le réaménagement va permettre la création ou le renforcement des milieux suivants :

- En secteur Ouest
  - des zones de revégétalisation en partie centrale entourée de fronts talutés,
  - des parcelles végétalisées en périphérie de cette zone centrale,
  - la transformation du bassin de traitement des eaux en mare,
- En secteur Est
  - retour à une vocation agricole des terrains situés au Nord-Est et au Sud-Est de la RD 78 et l'Ouest de l'excavation, pour de la pâture ou des espaces verts d'une surface de 5,8 ha,
  - des zones végétalisées en bordure des fronts Sud et au Nord de l'excavation,
  - la conservation des merlons, haies et fourrés arbustifs disposés autour de l'excavation et le long de la RD 78 à des fins de maintien de la sécurité du site et de l'intégration paysagère,
  - la plantation de haies en limite des extensions à l'Est,
  - la conservation de tous les aménagements à vocation naturelle ou paysagère créés pendant les phases d'exploitation, notamment à titre de mesures compensatoires d'impacts sur les milieux naturels et la faune,
  - le maintien de la clôture autour de l'ancienne excavation.

Ces opérations sont conduites de façon à ne pas dégrader les espèces et milieux présentant des potentialités biologiques.

### **Article 7.4 - Comptes-rendus**

La notification de la mise à l'arrêt de la carrière est accompagnée d'un dossier présentant les modalités de remise en état et de réaménagement ainsi que des justificatifs de réalisations des travaux prévus et des objectifs et travaux fixés.

---

## Titre 8 - Calendrier des contrôles de surveillance et des comptes-rendus à transmettre à l'inspection

---

Le récapitulatif suivant rappelle les modalités de mise à disposition ou de transmission des documents, comptes-rendus, rapports de contrôles et de surveillance...

Articles	Objets	Périodicité et délais de transmission
<b>Art. 1.3</b>	Attestation de constitution, d'actualisation ou de renouvellement des garanties financières	Dès la notification de l'arrêté et échéances
<b>Art. 1.4.5</b>	Cessation d'activités	Avant échéance
<b>Art. 2.4</b>	Déclaration d'accident ou d'incident	15 jours suivants l'évènement
<b>Art. 2.6</b>	Plans d'exploitation	Rapport annuel
<b>Art. 2.7.2</b>	Rapport annuel d'activités	31/03 de l'année n+1
<b>Art. 2.7.3</b>	Déclaration GERE	31/03 de l'année n+1
<b>Art. 2.7.4</b>	Mise en application de l'arrêté	12 mois suivant notification de l'arrêté
<b>Art. 2.7.5</b>	Compte-rendu réunion CLCS	A l'issue de la réunion de la CLCS
<b>Art. 3.3.3</b>	Suivi des mesures ERCAS	Selon l'échéancier fixé
<b>Art. 4.1.8</b>	Plan de gestion des déchets d'extraction	A minima quinquennal
<b>Art. 5.6.5</b>	Actualisation des études de stabilité	Tenu à jour
<b>Art. 5.7.7</b>	Comptes-rendus des tirs de mines	Bilan annuel sauf incident
<b>Art. 6.2.5</b>	Surveillance des retombées de poussières	Rapport annuel sauf écart majeur à signaler sans délai
<b>Art. 6.2.6</b>	Campagne de mesures des fractions fines	Chaque phase, résultats joints au rapport annuel sauf écart majeur à signaler sans délai
<b>Art. 6.3.7 et 8</b>	Synthèse de la surveillance des rejets aqueux et des eaux souterraines	Rapport annuel sauf écart majeur à signaler sans délai
<b>Art. 6.4.3</b>	Surveillance des émissions sonores	Rapport annuel sauf écart à signaler sans délai
<b>Art. 7.4</b>	Compte-rendu de remise en état de la carrière	En fin d'exploitation

---

## Titre 9 - Dispositions diverses

---

### Article 9.1 - Frais

Tous les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

### Article 9.2 - Délais et voies de recours

En application de l'article L514-6 du Code de l'environnement le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative territorialement compétente :

1° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où l'acte leur a été notifié ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

La juridiction administrative compétente peut être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté portant enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

### **Article 9.3 - Publicité**

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du Code de l'environnement, une copie du présent arrêté est déposée aux archives de la mairie de Chenillé-Champteussé et affichée à la porte de cette mairie pendant une durée minimum d'un mois.

Un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par la mairie concernée, et transmis à la préfecture.

L'arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application de l'article R181-38 du Code de l'environnement.

L'arrêté préfectoral est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées.

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de Maine-et-Loire pendant une durée minimale de quatre mois.

### **Article 9.4 - Exécution- Ampliation**

Le secrétaire général de la préfecture de Maine-et-Loire, la sous-préfète de l'arrondissement de Segré-en-Anjou Bleu, la Colonelle, commandant le groupement de gendarmerie de Maine-et-Loire, la directrice régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement (DREAL) des Pays de la Loire, le Maire de la commune de Chenillé-Champteussé, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera notifiée à l'exploitant.

Fait à ANGERS, le 05 MARS 2026

Pour le préfet et par délégation,  
Le Secrétaire général,

Raymond YEDDOU





# Table des matières

Titre 1 - Portée de l'autorisation et conditions générales.....	4
Article 1.1 - Bénéficiaire et portée de l'autorisation.....	4
Article 1.1.1 - Titulaire de l'autorisation.....	4
Article 1.1.2 - Installations visées par une rubrique de la nomenclature des installations classées.....	4
Article 1.1.3 - Installations visées par une rubrique de la nomenclature des Installations, Ouvrages, Travaux et Aménagements (IOTA).....	5
Article 1.2 - Nature des installations.....	5
Article 1.2.1 - Emprise de la carrière et de ses installations connexes.....	5
Article 1.2.2 - Durée de l'autorisation.....	5
Article 1.2.3 - Limites de l'autorisation.....	6
Article 1.3 - Garanties financières.....	6
Article 1.4 - Conditions générales de l'autorisation.....	7
Article 1.4.1 - Conformité au dossier de demande d'autorisation et respect des engagements.....	7
Article 1.4.2 - Modifications du périmètre de l'autorisation.....	7
Article 1.4.3 - Changement d'exploitant et transfert d'installations.....	7
Article 1.4.4 - Modernisation de l'établissement.....	7
Article 1.4.5 - Cessation d'activité.....	7
Article 1.5 - Législations et réglementations applicables.....	8
Article 1.5.1 - Prise en compte des actes antérieurs.....	8
Article 1.5.2 - Prise en compte des installations soumises à enregistrement, déclaration ou non classées.....	8
Article 1.5.3 - Textes généraux applicables.....	9
Article 1.5.4 - Respect des autres législations et réglementations.....	9
Titre 2 - Gestion de l'établissement.....	10
Article 2.1 - Conception et aménagements de la carrière.....	10
Article 2.2 - Efficacité énergétique.....	10
Article 2.3 - Personne compétente.....	10
Article 2.4 - Accidents et incidents.....	11
Article 2.5 - Surveillance des émissions et des incidences.....	11
Article 2.5.1 - Surveillance.....	11
Article 2.5.2 - Suivi, analyse et interprétation des résultats des surveillances.....	11
Article 2.5.3 - Conservation des résultats des surveillances.....	11
Article 2.6 - Plans d'exploitation.....	12
Article 2.7 - Comptes-rendus.....	12
Article 2.7.1 - Justifications des prescriptions.....	12
Article 2.7.2 - Rapport annuel d'activités.....	12
Article 2.7.3 - Enquête annuelle.....	12
Article 2.7.4 - Mise en application de l'arrêté.....	13
Article 2.7.5 - Comité Local de Concertation et de suivi (CLCS).....	13
Titre 3 - Patrimoine – Paysage – Milieux naturels.....	13
Article 3.1 - Patrimoine archéologique.....	13
Article 3.2 - Intégration dans le paysage et propreté du site.....	13
Article 3.3 - Protection des intérêts écologiques.....	14
Article 3.3.1 - Mesures d'évitement.....	14
Article 3.3.2 - Mesures de réduction.....	14
Article 3.3.2.1 - Adaptation du défrichement aux cycles biologiques des espèces.....	14
Article 3.3.2.2 - Optimisation de l'éclairage.....	14
Article 3.3.2.3 - Création de merlons paysagers.....	14
Article 3.3.3 - Mesures d'accompagnement.....	15
Article 3.3.3.1 - Suivi écologique des mesures environnementales.....	15
Article 3.3.3.2 - Lutte contre les espèces invasives.....	15
Article 3.3.3.3 - Suivi spécifique du Faucon pèlerin.....	15
Article 3.3.4 - Compte-rendu de suivis des mesures environnementales.....	15

Titre 4 - Aménagements et conduite de l'exploitation.....	16
Article 4.1 - Travaux préliminaires.....	16
Article 4.1.1 - Signalétique – Information du public.....	16
Article 4.1.2 - Bornage.....	16
Article 4.1.3 - Eaux de ruissellement extérieures.....	16
Article 4.1.4 - Réseau de surveillance des eaux souterraines.....	16
Article 4.1.5 - Raccordement au réseau routier.....	16
Article 4.1.6 - Limitations des accès.....	17
Article 4.1.7 - Notification du début d'exploitation.....	17
Article 4.1.8 - Plan de gestion des déchets d'extraction.....	17
Article 4.2 - Conduite de l'exploitation.....	18
Article 4.2.1 - Horaires de travail.....	18
Article 4.2.2 - Comptabilité des matériaux.....	18
Article 4.2.3 - Circulation des engins et des véhicules dans la carrière.....	18
Article 4.2.4 - Itinéraires des camions.....	18
Article 4.2.5 - Accueil des tiers interférant avec l'exploitation et des particuliers.....	18
Article 4.3 - Extractions des matériaux.....	18
Article 4.3.1 - Organisation des extractions.....	18
Article 4.3.2 - Découverte.....	19
Article 4.3.3 - Exploitation.....	19
Article 4.3.4 - Banquettes.....	19
Article 4.3.5 - Pistes.....	19
Article 4.3.6 - Stockage et entreposage de matériaux.....	20
Article 4.3.7 - Gestion des déchets inertes dans l'attente de leur valorisation.....	20
Titre 5 - Sécurité – Prévention des risques.....	20
Article 5.1 - Prévention des risques.....	20
Article 5.1.1 - Limitations des accès aux zones dangereuses.....	20
Article 5.1.2 - Etat des stocks.....	21
Article 5.1.3 - Formation du personnel.....	21
Article 5.1.4 - Consignes.....	21
Article 5.1.5 - Travaux.....	21
Article 5.1.6 - Protection individuelle et réserves de produits consommables.....	22
Article 5.2 - Infrastructures.....	22
Article 5.2.1 - Equipements et réseaux.....	22
Article 5.2.2 - Installations électriques – mise à la terre.....	22
Article 5.3 - Prévention des pollutions des sols et des sous-sols.....	22
Article 5.3.1 - Opérations sensibles.....	22
Article 5.3.2 - Distribution de carburants.....	23
Article 5.3.3 - Rétentions.....	23
Article 5.4 - Prévention des risques d'incendie.....	24
Article 5.5 - Moyens d'intervention et organisation.....	24
Article 5.6 - Risques géotechniques.....	24
Article 5.6.1 - Zone de garde et distances de protection.....	24
Article 5.6.2 - Limitations des accès aux zones dangereuses.....	24
Article 5.6.3 - Surveillance du chantier.....	25
Article 5.6.4 - Gestion des effondrements.....	25
Article 5.6.5 - Fronts en cours d'exploitation.....	25
Article 5.7 - Risques liés aux minages.....	26
Article 5.7.1 - Préparation des tirs.....	26
Article 5.7.2 - Périmètre de sécurité – Informations préalables aux tirs.....	27
Article 5.7.3 - Reprise des activités.....	27
Article 5.7.4 - Valeurs limites des vibrations.....	27
Article 5.7.5 - Surveillance des vibrations et de la pression acoustique.....	27
Article 5.7.6 - Enregistrements.....	28
Article 5.7.7 - Suivi des effets des tirs.....	28

Titre 6 - Prévention des pollutions et des nuisances.....	29
Article 6.1 - Déchets.....	29
Article 6.1.1 - Déchets utilisés dans le cadre du réaménagement.....	29
Article 6.1.2 - Gestion des déchets produits par l'établissement.....	29
Article 6.2 - Prévention de la pollution atmosphérique.....	29
Article 6.2.1 - Mesures de limitation de la dispersion des poussières.....	29
Article 6.2.2 - Réseau de surveillance des émissions de poussières.....	30
Article 6.2.3 - Suivi des retombées de poussières.....	30
Article 6.2.4 - Suivi des conditions météorologiques.....	31
Article 6.2.5 - Bilan annuel de surveillance des retombées de poussières.....	31
Article 6.2.6 - Campagne annuelle de mesures des fractions PM 10 et de la silice.....	31
Article 6.3 - Protection des ressources en eau et des milieux aquatiques.....	31
Article 6.3.1 - Prélèvements et consommations d'eau.....	31
Article 6.3.2 - Bilan hydrique.....	31
Article 6.3.3 - Sécheresse.....	32
Article 6.3.4 - Gestion et traitements des eaux.....	32
Article 6.3.4.1 - Eaux sanitaires.....	32
Article 6.3.4.2 - Ruisseau de la Chénoterie.....	32
Article 6.3.4.3 - Circuits des eaux de ruissellement et des exhaures.....	32
Article 6.3.5 - Conditions de rejets.....	33
Article 6.3.6 - Point de rejet.....	34
Article 6.3.7 - Surveillance des rejets.....	34
Article 6.3.8 - Eaux souterraines.....	34
Article 6.4 - Prévention des nuisances sonores.....	34
Article 6.4.1 - Limitations des émissions sonores.....	34
Article 6.4.2 - Niveaux acoustiques.....	35
Article 6.4.2.1 - Valeurs limites d'émergences.....	35
Article 6.4.2.2 - Niveaux limites de bruit.....	35
Article 6.4.3 - Contrôle de la situation sonore.....	35
Article 6.5 - Vibrations autres que celles des tirs de mines.....	35
Titre 7 - Fin d'exploitation – Mise en sécurité et réaménagement du site.....	36
Article 7.1 - Mise en sécurité du site.....	36
Article 7.2 - Réaménagement principal.....	36
Article 7.3 - Restitution des secteurs.....	37
Article 7.4 - Comptes-rendus.....	37
Titre 8 - Calendrier des contrôles de surveillance et des comptes-rendus à transmettre à l'inspection.....	38
Titre 9 - Dispositions diverses.....	38
Article 9.1 - Frais.....	38
Article 9.2 - Délais et voies de recours.....	38
Article 9.3 - Publicité.....	39
Article 9.4 - Exécution- Ampliation.....	39

## **Sommaire des Annexes**

**Annexe 1 – Plan de situation**

**Annexe 2 – Plan des abords de la carrière, parcellaire et périmètres d'autorisation**

**Annexe 3 – Plan de phasage**

**Annexe 4 – Plan de principe de réaménagement du site**

**Annexe 5 – Positionnement des installations**

**Annexe 6.1 – Cartographie des habitats**

**Annexe 6.2 – Cartographie des espèces patrimoniales recensées**

**Annexe 7 – Implantation des stations de mesures de bruits**

**Annexe 8 – Implantation des stations de mesures de retombées de poussières**

**Annexe 9 – Schéma de gestion des eaux**

**Annexe 10 – Surveillance eaux souterraines**



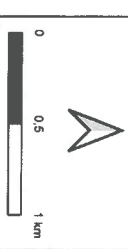
Ma pour être annexé  
à l'APPN 2026 N° 226

en date du 25 mai 2026

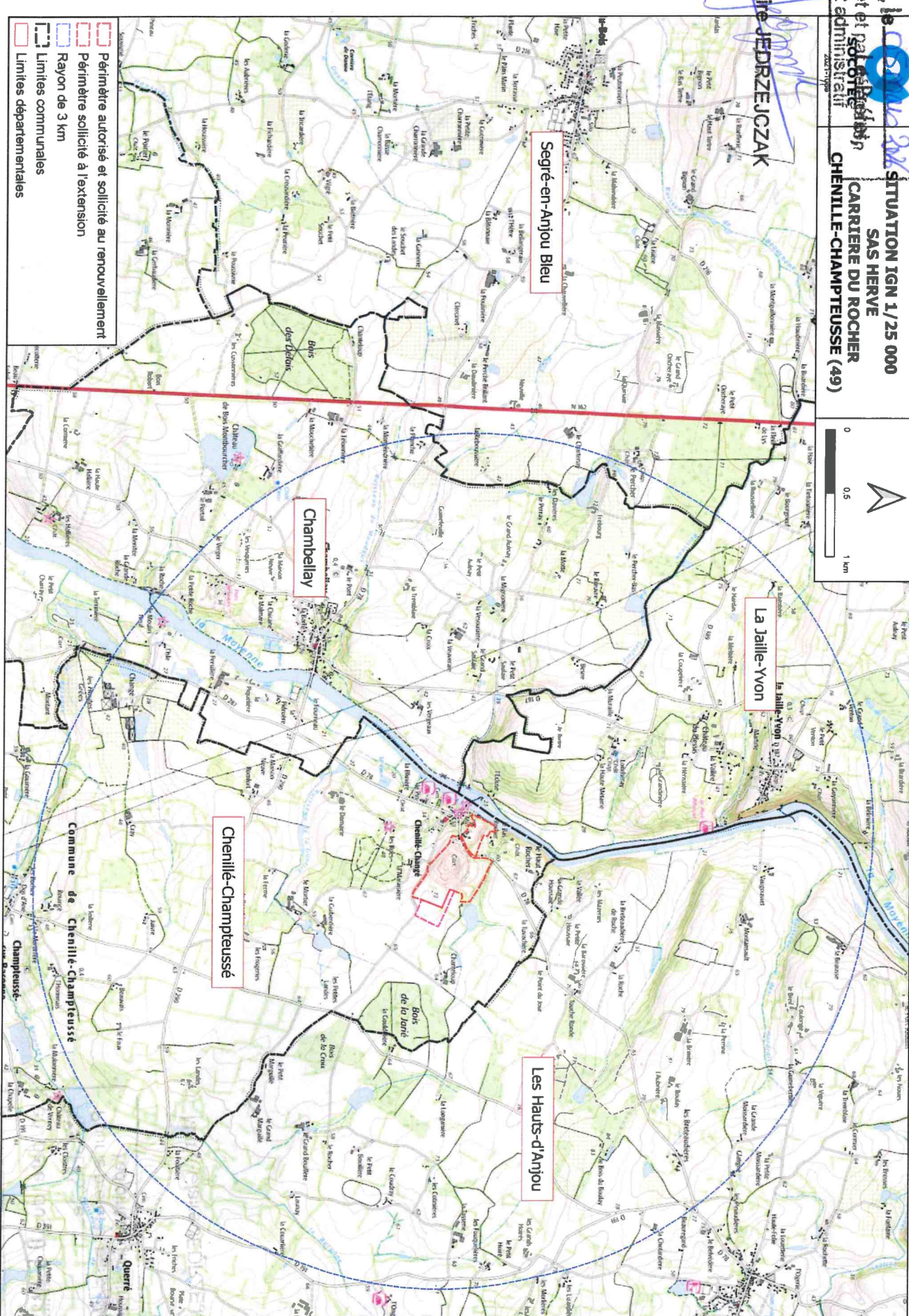
ANGERS, le 25 mai 2026

Pour le préfet et le préfet de l'adjoind administratif

SITUATION IGN 1/25 000  
SAS HERVE  
CARRIERE DU ROCHER  
CHENILLE-CHAMPEUSSE (49)



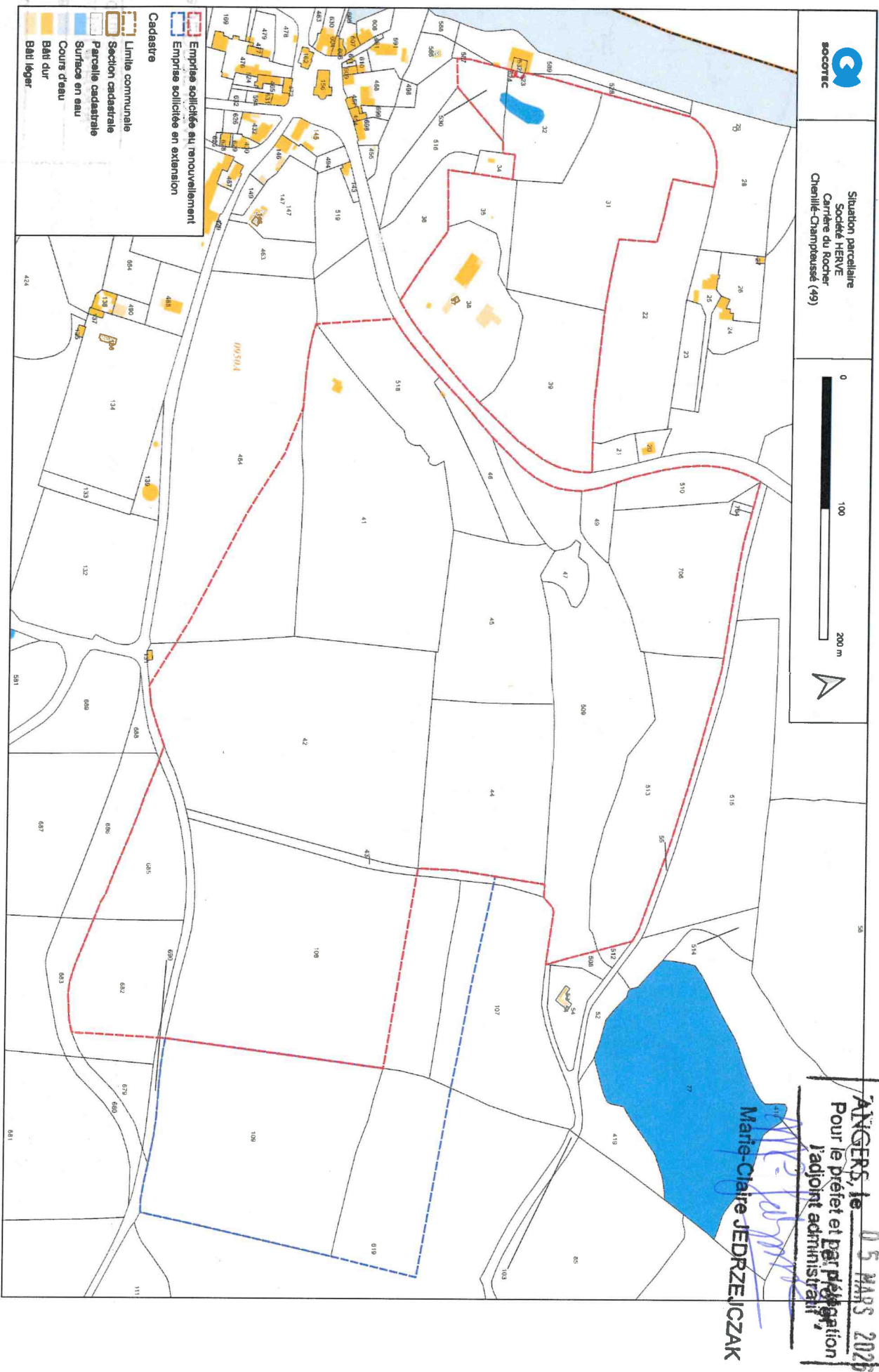
Mairie-Claire JEDRZEJCZAK



Annexe 1 - Plan de situation



# **Annexe 2 – Plan des abords de la carrière, parcellaire et périmètres d'autorisation**

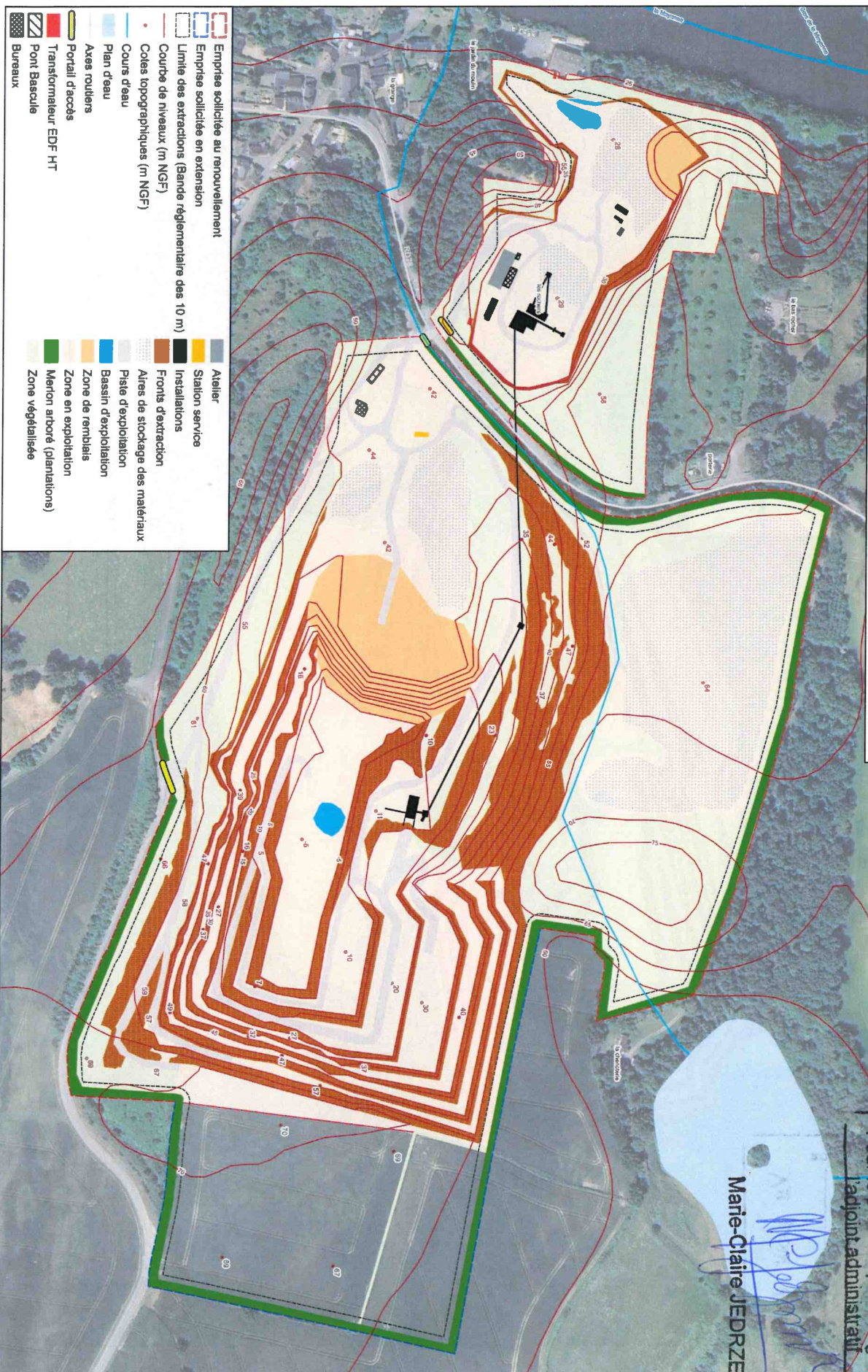




# Annexe 3 - Plan de phasage



Principe d'exploitation  
Phase 1 (0+5 ans)  
Société HERVE  
Carrière du Rocher  
Chenille-Champussée (49)



Vu pour être annexé  
à l'arrêté n° 226

en date du 05 MARS 2026

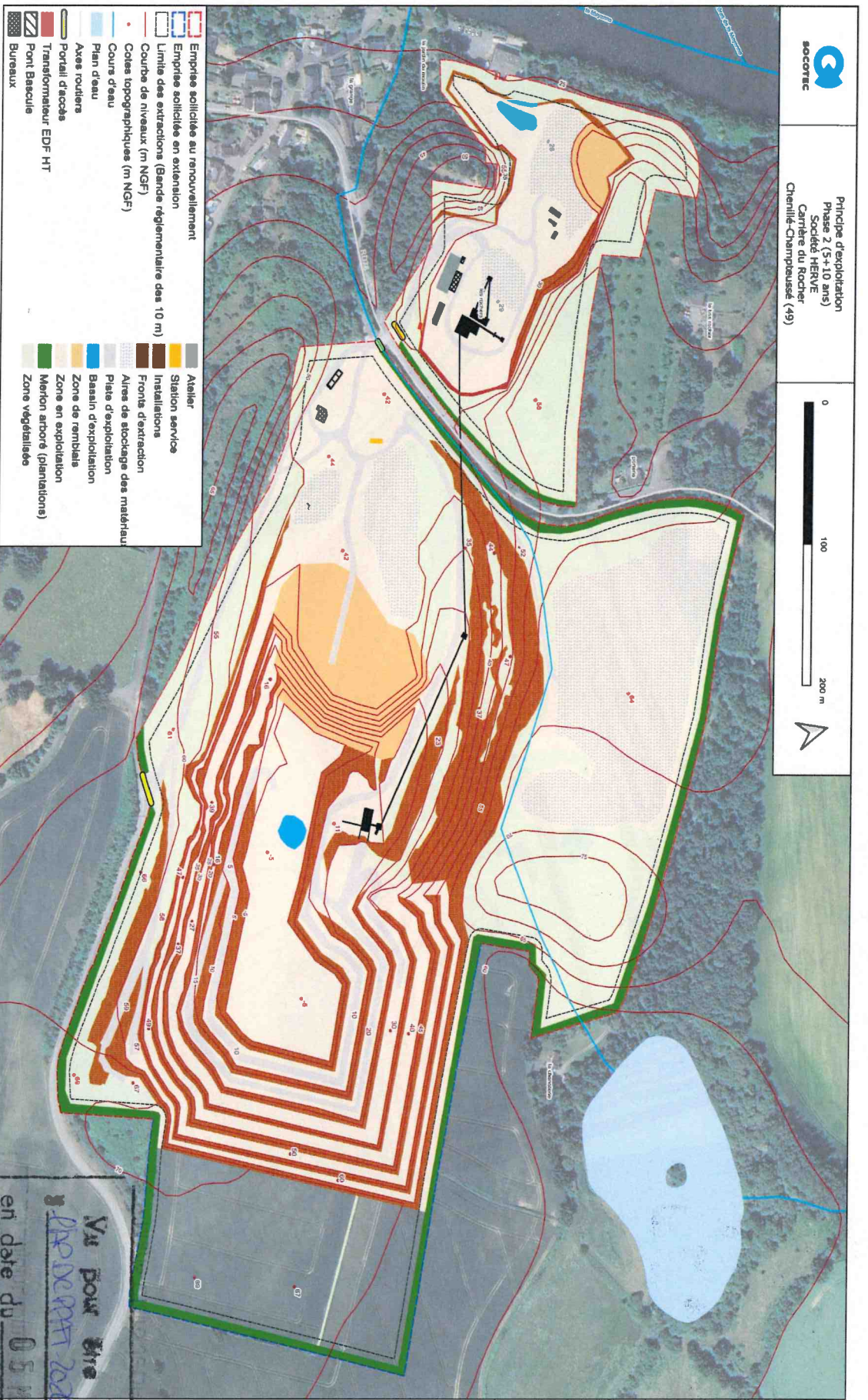
ANGERS, le 05 MARS 2026

Pour le préfet et par délégation

l'adjoint administratif

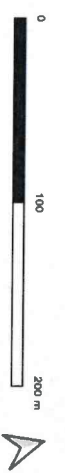
Marie-Claire JEDRZEJCZAK





**BOCOTIC**

Principe d'exploitation  
Phase 2 (5+10 ans)  
Société HEURE  
Carrière du Rocher  
Chenillé-Champanais (49)



Vu pour être annexé  
à l'arrêté du 05 MARS 2026  
en date du 05 MARS 2026

ANGERS, le 05 MARS 2026

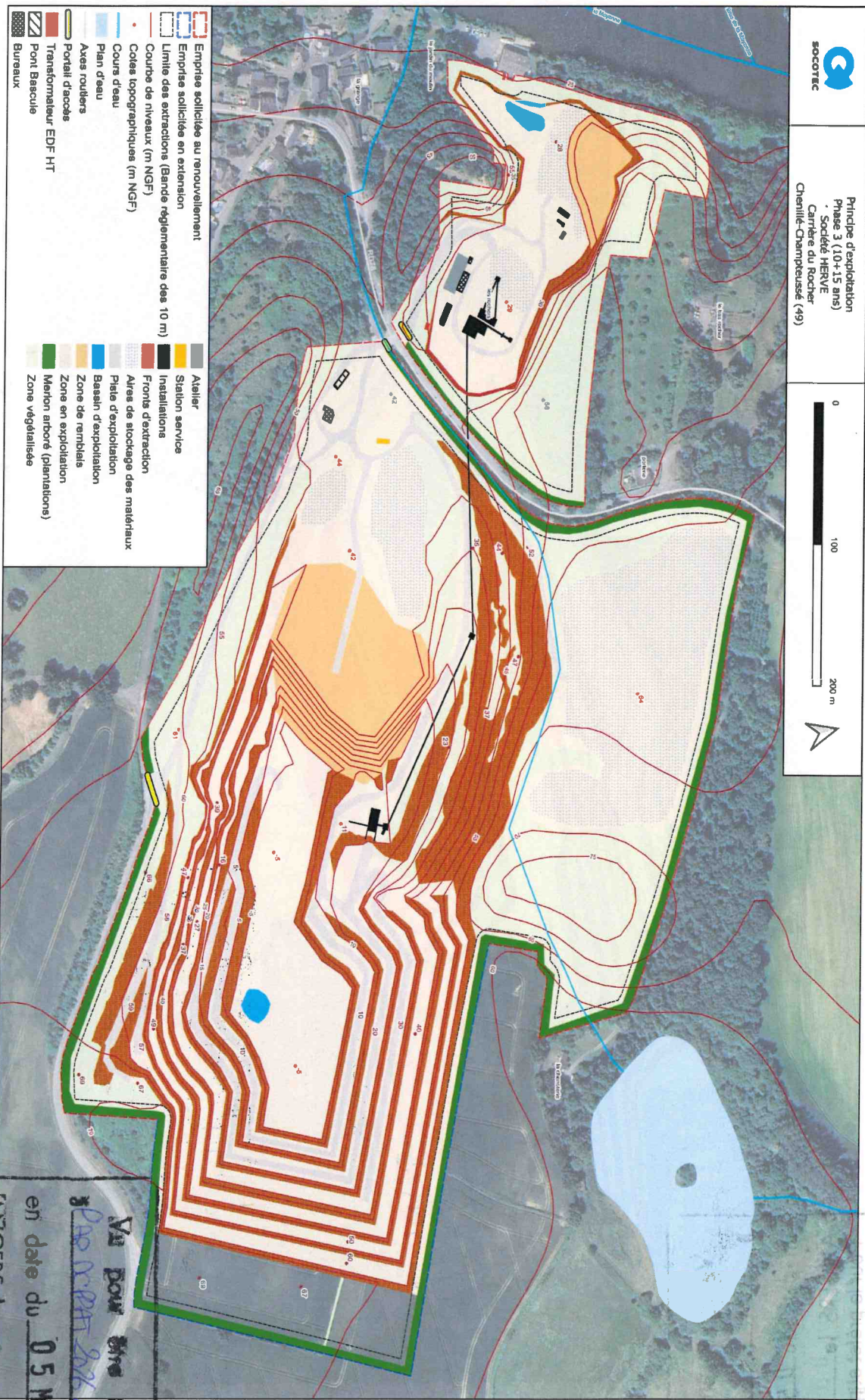
Pour le préfet et le préfet de l'adjoint administratif

Marie-Claire JEDRZEJCZAK





Principe d'exploitation  
Phase 3 (10+15 ans)  
Société HERVE  
Carrière du Rocher  
Chenille-Champeuse (49)



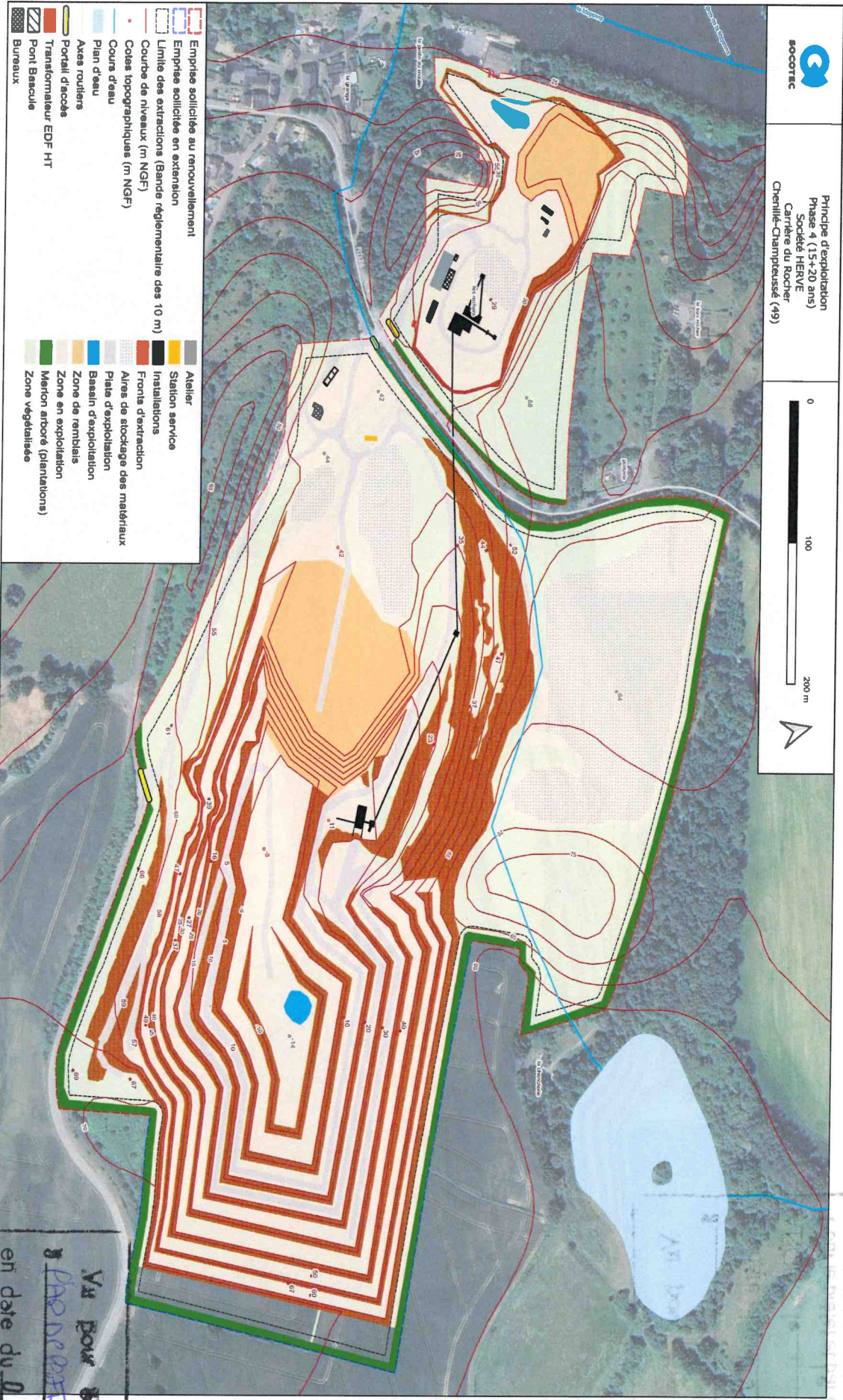
Vu pour être annexé  
à l'arrêté du 05 MARS 2025  
en date du 05 MARS 2025  
ANGERS, le 05 MARS 2025  
Pour le préfet et par délégation  
l'adjoint administratif

Marie-Claire JEDRZEJCZAK





Principe d'exploitation  
Phase 4 (15+20 ans)  
Société HERVE  
Carrière du Rocher  
Cherlieu-Champoussé (49)



- |  |   |  |                                 |
|--|---|--|---------------------------------|
|  | Emprise sollicitée au renouvellement                  |  | Atelier                         |
|  | Emprise sollicitée en extension                       |  | Station service                 |
|  | Limite des extractions (Bande réglementaire des 10 m) |  | Installations                   |
|  | Courbes de niveaux (m NGF)                            |  | Fronts d'extraction             |
|  | Cotes topographiques (m NGF)                          |  | Aires de stockage des matériaux |
|  | Cours d'eau   |  | Plate d'exploitation            |
|  | Plan d'eau  |  | Bassin d'exploitation           |
|  | Axes routiers   |  | Zone de ramblais                |
|  | Portail d'accès                                       |  | Zone en exploitation            |
|  | Transformateur EDF HT                                 |  | Marion arboré (plantation)      |
|  | Pont Bascule  |  | Zone végétalisée                |
|  | Bureaux   |  |                                 |

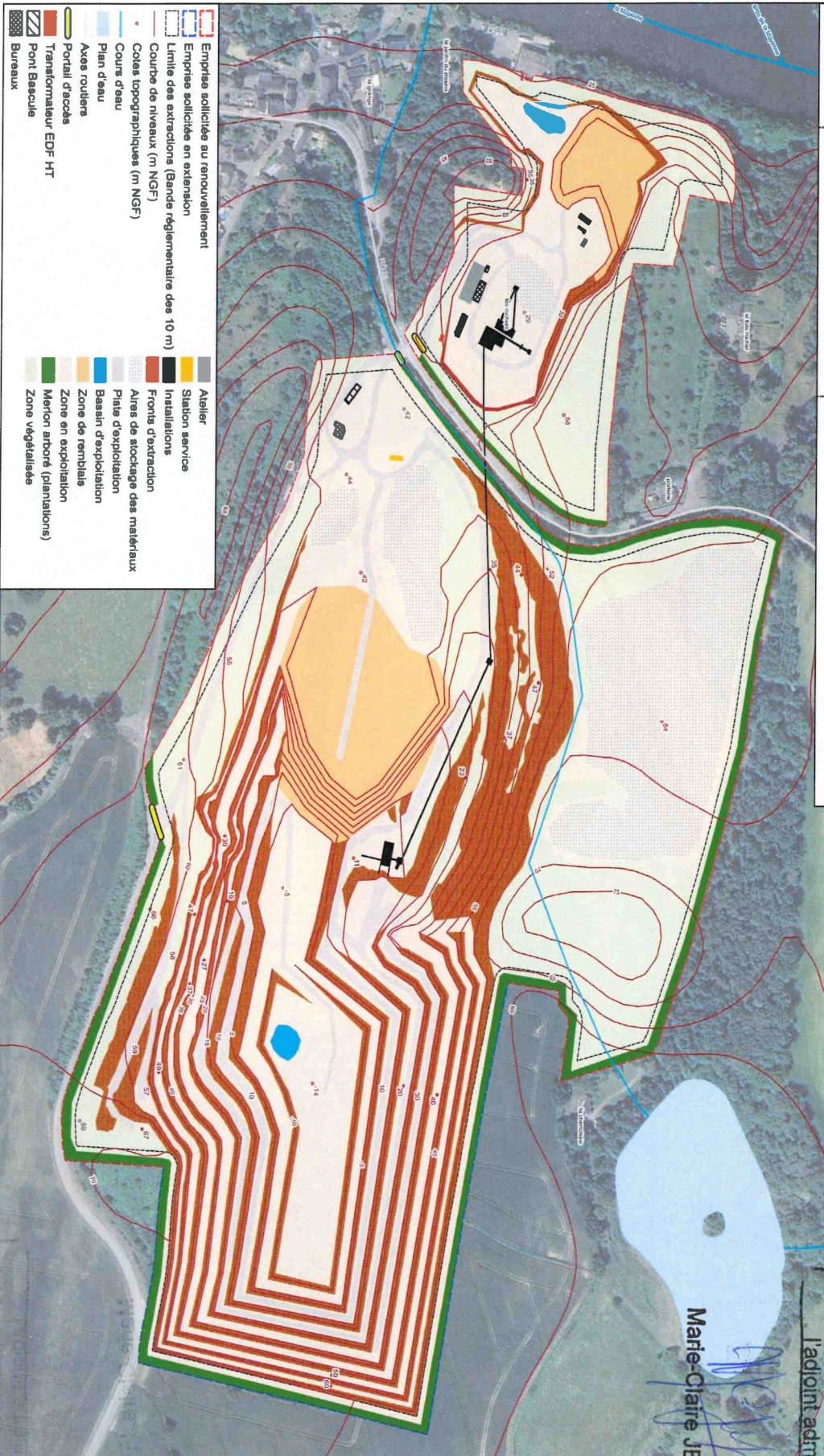
MAIRIE DE CHERLIEU-CHAMPOUSSE  
en date du 05 MARS 2020  
ANGERS, le 05 MARS 2020  
Pour le préfet et par délégation  
l'adjoint administratif

Marie-Claire JEFDRZEJC7AK





Principe d'exploitation  
Phase 5 (20+25 ans)  
Société HERVE  
Carrière du Rocher  
Chenille-Champussé (49)



Marie-Claire JEDRZEJCZAK

Va pour être annexé  
à l'ARPA-2026 n° 226  
en date du 05 MARS 2025  
ANGERS, le 05 MARS 2025  
Pour le préfet et par délégation  
l'adjoint administratif

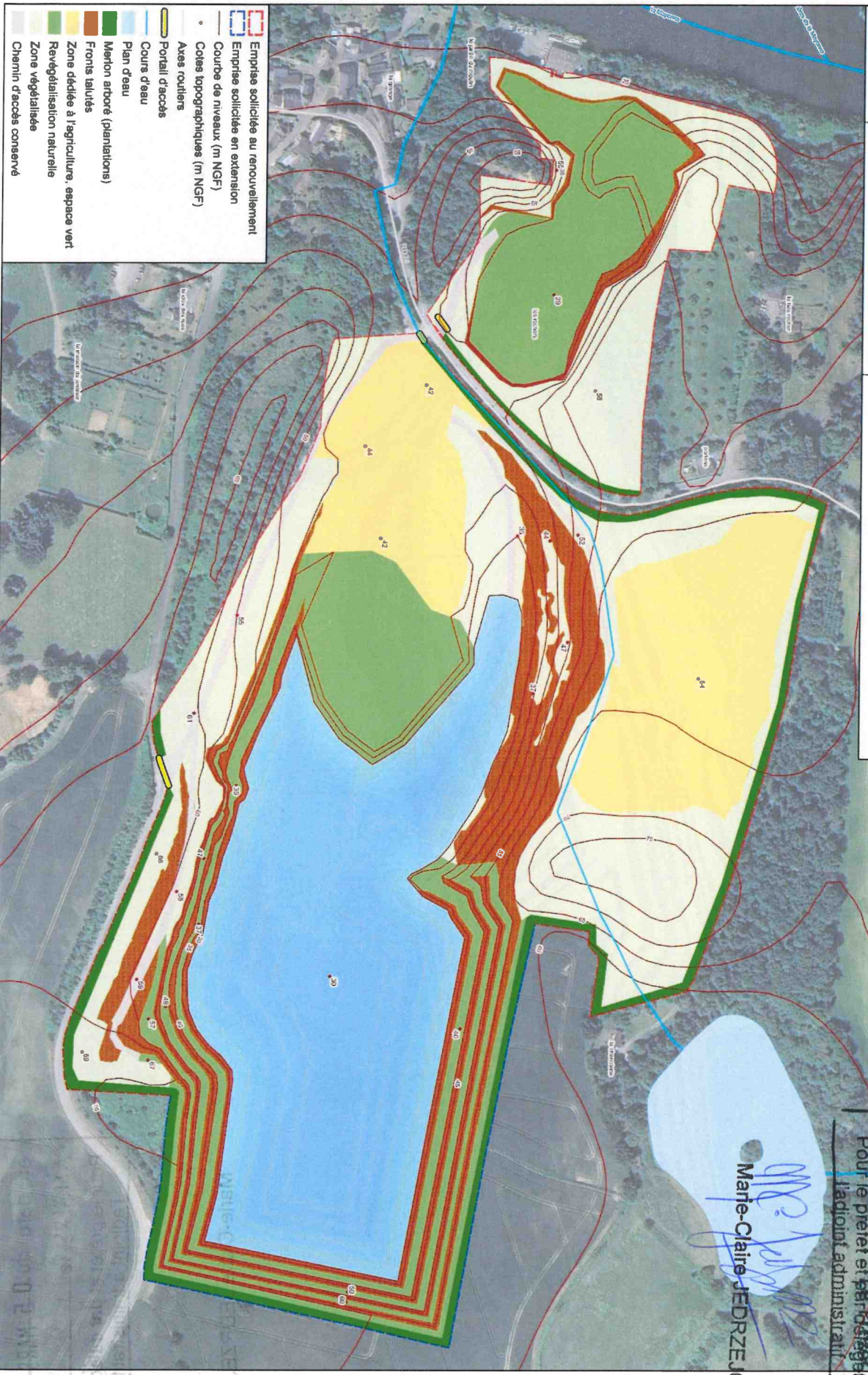
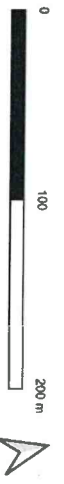
ANCIEN 16  
en date du 02 MARS 2025  
AN pour être annexé



# Annexe 4 – Plan de principe de réaménagement du site



Principe de remise en état  
Société HERVE  
Carrière du Rocher  
Chenillé-Champussé (49)

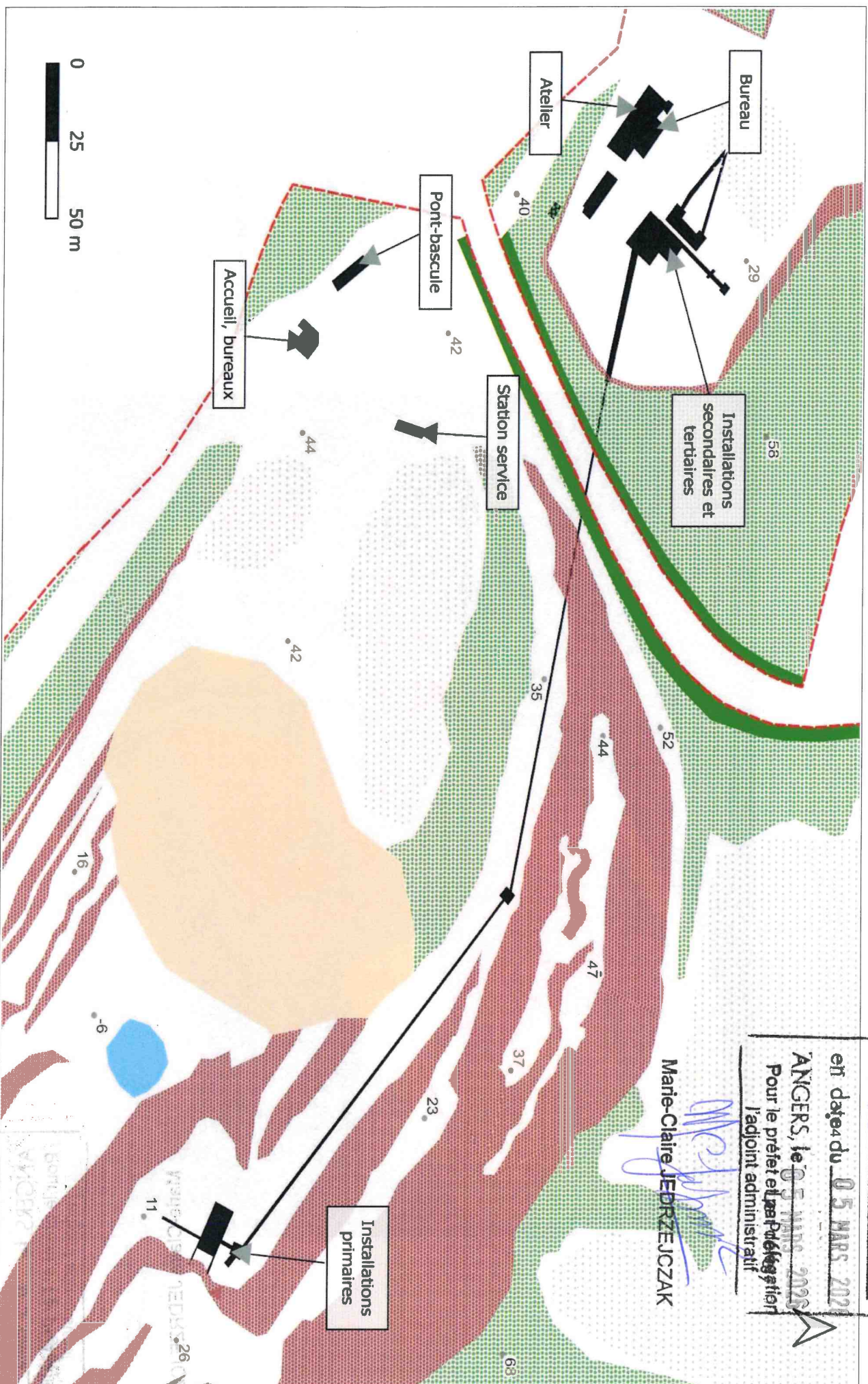


Marie-Claire JEDRZEJCZAK

Vu pour être annexé  
à l'AR DECRET-2026-26  
en date du 05 MARS 2026  
ANGERS, le 05 MARS 2026  
Pour le préfet et la Préfecture  
l'adjoint administratif



# Annexe 5 - Positionnement des installations



Vu pour être annexé  
à l'ADP n° 2026 n° 276

en date du 05 MARS 2022  
ANGERS, le 05 MARS 2022  
Pour le préfet et par délégation  
l'adjoint administratif

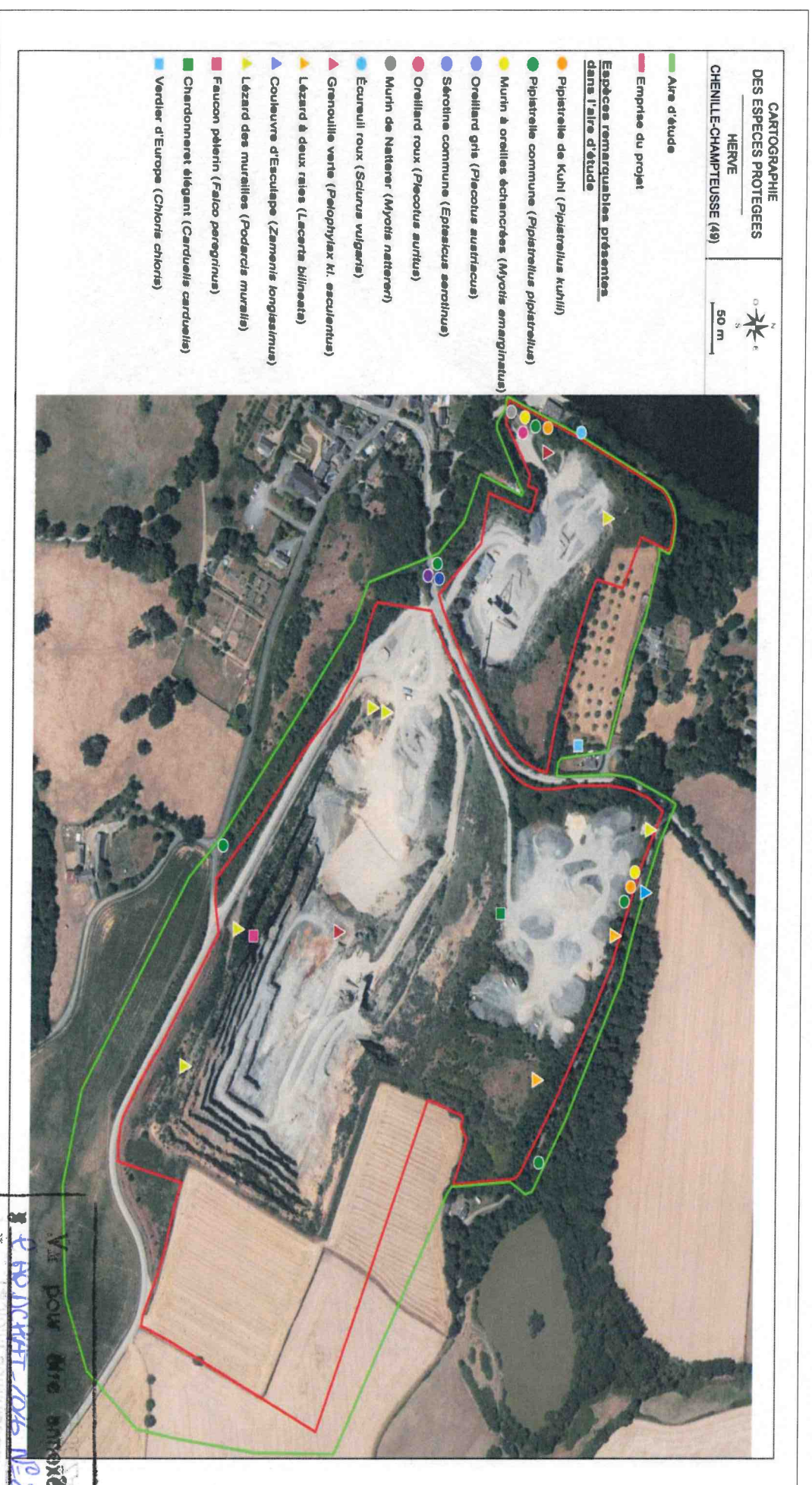
Marie-Claire JEDRZEJCZAK



Yu pour être annexé  
à PAOCCPPT-1026 V-28  
en date du 05 Mars 1968



# Annexe 6.2 – Cartographie des espèces patrimoniales recensées



Val pour être annexé  
à l'acte administratif

en date du 05 MARS 2023

ANGERS, le 05 MARS 2023

Pour le préfet et par délégation,  
l'adjoint administratif

Marie-Claire JEDRZEJCZAK



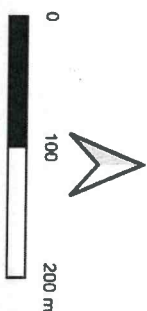
Annexe Z – Implantation des stations de mesures de bruits





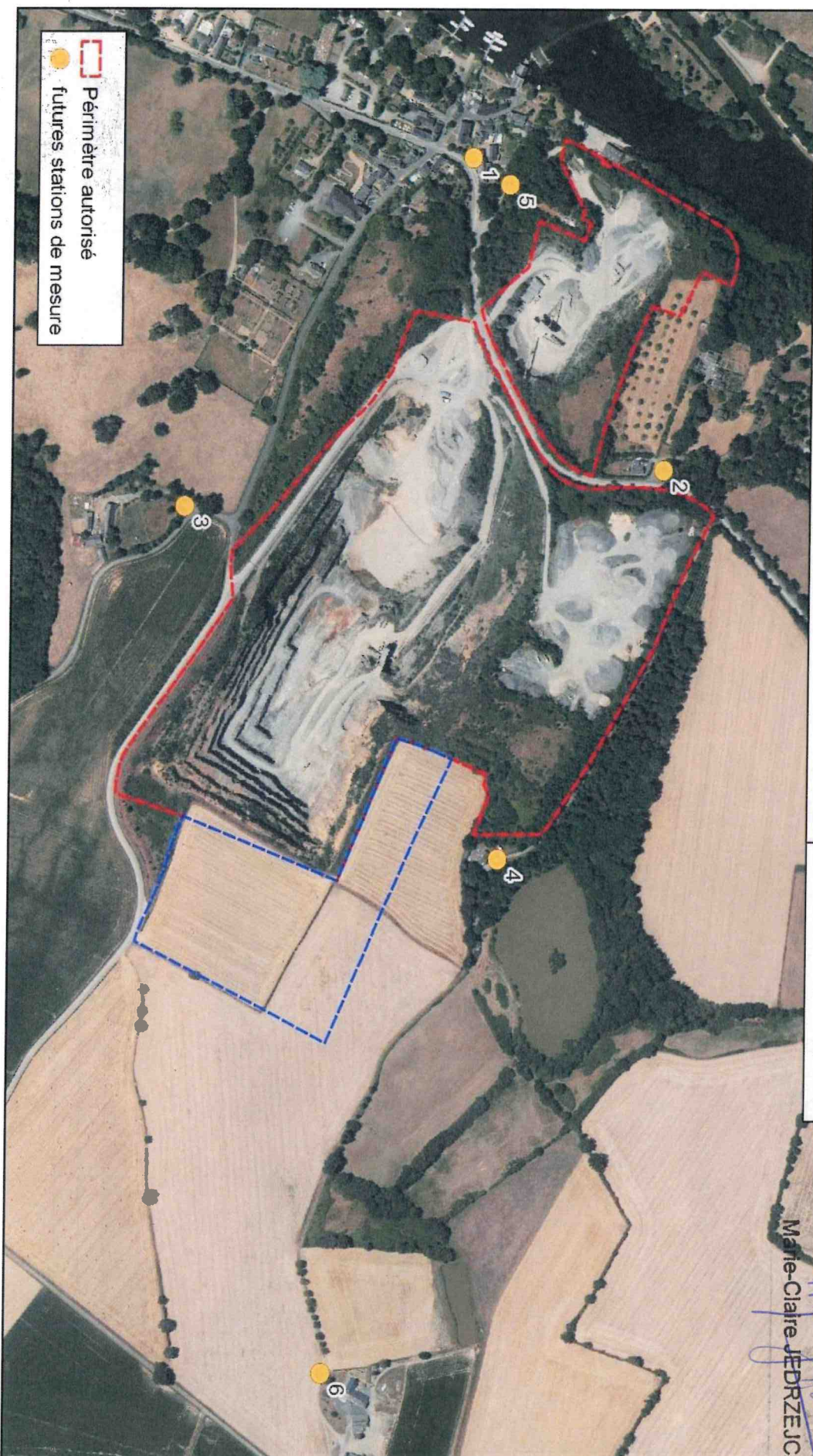
SOCOTEC

2021-1039

**Localisation des futurs points de mesures du bruit**  
**HERVE**  
**Carrière du Rocher**  
**Chenillé-Campteussé (49)**



 Périimètre autorisé  
 futures stations de mesure



Marie-Claire JEDRZEJCZAK

en date du 05 MARS 2026

ANGERS, le

Pour le préfet et par délégation

Préfecture administrative

Vu pour être annexé

à l'arrêté du 10 Mars 2026



MA pour être diffusé  
PAR ARRÊTÉ 2024-02-26

en date du 05 MARS 2024

ANGERS, le 05 MARS 2024

Pour le préfet  
l'adjoint

Marie-Claire LANGEZCZAK

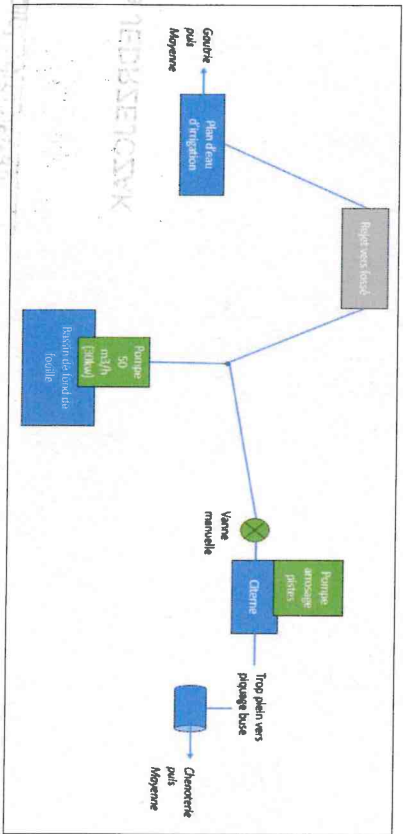
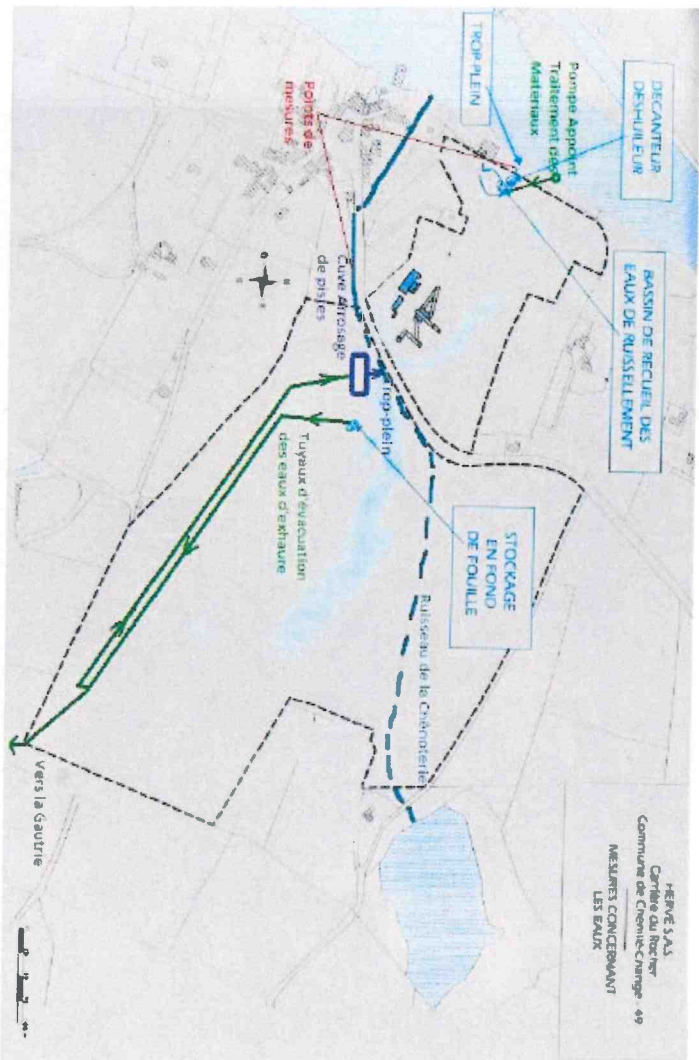
Annexe 8 - Implantation des stations de mesures des retombées de poussières



En bon état



# Annexe 9 – Schéma de gestion des eaux



Vu pour être annexé  
à l'AD DE PAT-2028 N° 28  
en date du 05 MARS 2028  
ANGERS, le 05 MARS 2028  
Pour le préfet et par délégation  
l'adjoint administratif

Marie-Claire JEDRZEJCZAK





# **Annexe 10 – Surveillance eaux souterraines – Localisation des puits surveillés**

